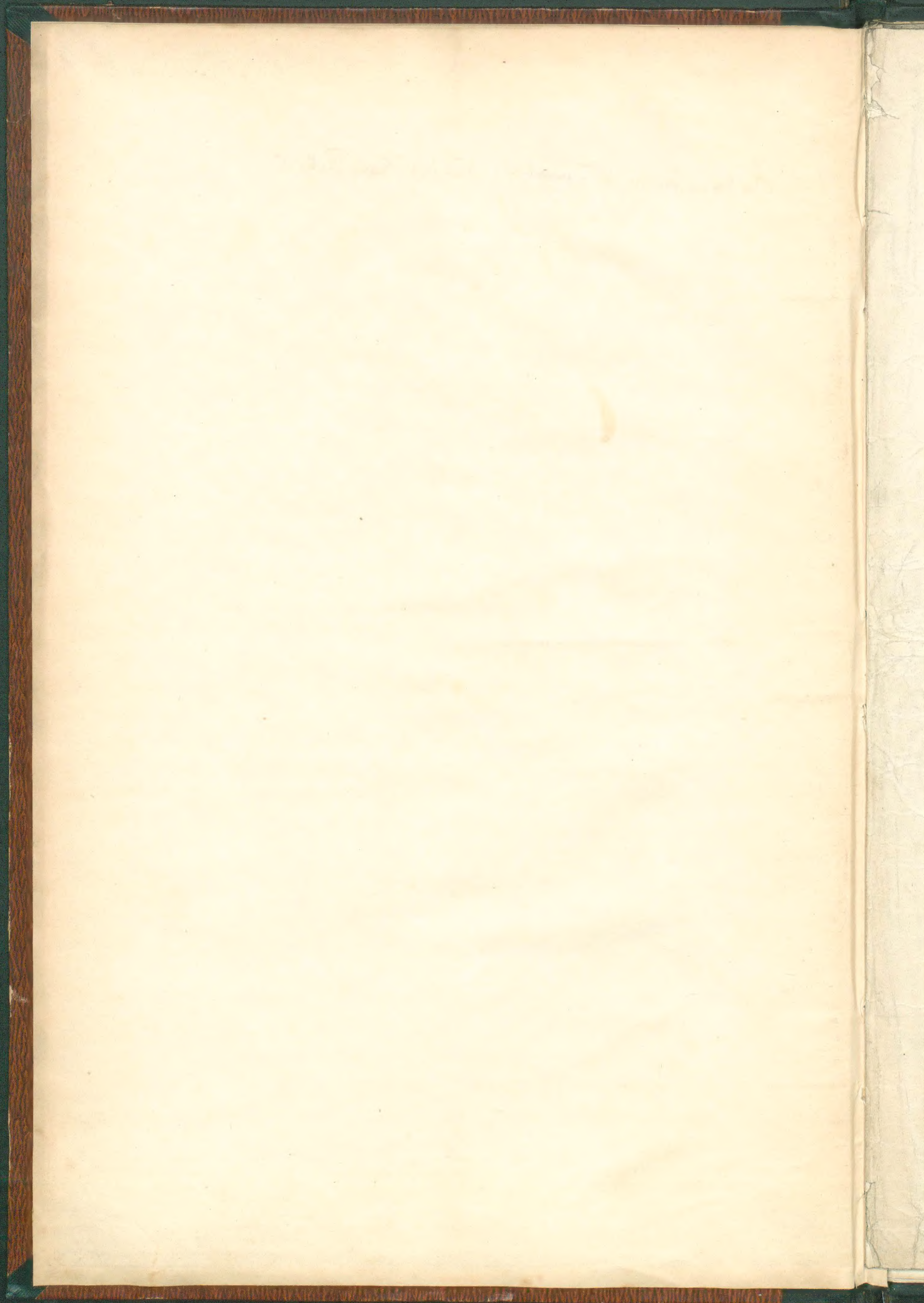


His. gall.
fol. 203.



Ms. gall. Fol. 203

Aus dem im Januar 1867 erworbenen Nachlass Karl Ritters



Raguse

sa

Constitution

politique et civile

comme

République

Admiration

Constitution

Politique et civile

de France

Ex
Biblioth. Regia
Berolinensi.

Preface

Cet Ouvrage basé sur des Dates exactes confiées par M^r de Petara, noble Ragusain en 1837 à moi à condition de ne pas les publier qu'après sa mort, — possède un titre à l'être par le mérite d'avoir été fait sur un manuscrit arrangé par un homme qui connaissait à fond son pays et le système du Gouvernement qui l'a régi pendant des siècles.

Dans notre temps où l'on a vu une infinité de constitutions surgir, je ne crois de ne pas être sans intérêt à connaître aussi la forme du Gouvernement d'une petite République, qui fut pendant des siècles, et environnée de deux Etats considérables, se maintenir et de prospérer, jusqu'à l'apparition d'un grand homme, auquel ne résistèrent que par des efforts réunis des nations entières. Napoléon voulut mettre le pied sur les côtes orientales de la mer Adriatique, et ne voulut s'y trouver gêné. — Raguse isolée dut disparaître — et fut sacrifiée. — Devenue Province de la Dalmatie. Sous la domination autrichienne, elle souffre d'un mal qui lui fut comme République indépendante un bien; celui d'avoir été isolée sur deux points du territoire Vénitien. Sous la domination française cet inconvénient avait disparu, et aurait pu être facilement évité pour toujours, — puisque le Gouvernement turc n'y mettait aucun prix. La libre communication avec la Navarre et le territoire de Cattaro en est gênée.

L'Aristocratie a perdu toutes ses richesses par les conséquences de l'occupation de son territoire par les Français, qui se sont emparés des capitaines placés sur les Banques de Rome, de Gênes et de Venise, et par les Anglais qui s'emparèrent

pendant la guerre avec les Français de tous les batiments
marchands dispersés partout comme neutres. Le Gouver-
nement autrichien apprécia la ruine de ces fa-
milles, et donna depuis l'occupation de cette Ville
à tous les membres de familles nobles une susten-
tation journalière, qui est toujours une sorte d'in-
demnité, si modique qu'elle soit; aussi peut-on dire
que les Ragusains sont très attachés à l'Autriche,
qui peut compter sur leur attachement loyal et
sincère.

C'est dommage que le Gouvernement autrichien n'en
cherche pas à tirer plus d'avantages surtout
pour la Marine, pour laquelle elle y trouverait
beaucoup de sympathies et de ressources, car
les Ragusains sont de braves et bons Marins.
La vie frugale et austère qu'ils mènent, ces armes
qu'ils ne quittent jamais, et qui constituent leur
bien le plus cher, semblables sur ces deux points
à leurs redoutables voisins: tout cela doit être
la garantie de leur valeur, et les faire tenir à
haut prix par leurs maîtres.

C'est de la Dalmatie surtout de Raguse et de
Cattaro que la Marine autrichienne devrait se
recruter et non de la Terre-ferme de Venise. Le
fameux port de Gravosa, près de Raguse, mérite
une plus grande attention de la part du Gouver-
nement, et une école pour la Marine y se-
rait bien à sa place pour la Dalmatie et plus
à propos qu'un Lycée.

Un des grands avantages dont la nature ait fa-
vorisé Raguse, c'est son climat. C'est sans con-
tradiction le meilleur, le plus agréable et le plus
sain de toute la Monarchie autrichienne.

On ne saurait nier que l'influence des climats n'
agisse puissamment sur le caractère des peuples. Dans
les contrées vivifiées par le soleil, ce grand agent

de la nature, imprime plus d'activité aux facultés morales de l'homme, échauffe son âme, embrasse son génie, lui donne des sentimens plus vifs, une conception plus prompte, une intelligence plus fine et des passions plus fougueuses. Cependant l'on remarque que le sang des Ragusains est moins inflammable que celui des Siciliens, dont le pays est aussi volcanisé, et l'on est engagé à l'attribuer à la race Slave à laquelle les Ragusains appartiennent. La religion catholique à laquelle ils tiennent avec grand dévouement les a rendu plus doux et les porte rarement à des excès de viles passions, et à l'assassinat : c'est toujours la vengeance et selon les préjugés nationaux, répandus parmi toutes les races orientales, ce motif justifie le meurtre. Ce genre d'omicide est à leurs yeux ce que le duel est aux nôtres. En résumé le caractère du Ragusain se distingue avantageusement parmi ses voisins. Les Français donnaient par dérision à la ville de Raguse le nom de Paris de la Dalmatie; l'urbanité qu'on y trouve, l'instruction et le genre de vie qu'ils mènent ne pouvaient pas manquer de le leur faire appliquer. On reproche aux Ragusains seulement d'attacher trop d'importance à leurs titres de noblesse, mais ce léger défaut disparaît à côté des qualités dont ils ont l'esprit orné.

Je crois de mon devoir d'ajouter que c'est à M^r Petersa que je dois laisser tout le mérite du travail et de ne pas revendiquer pour moi que le soin de les avoir réunis pour former un ensemble, et le désir de faire connaître cet homme respectable au monde littéraire.
Vienne. Octobre 1849.

Le Comte Fedor de Karaesay
Colonel Imp. Russe.

pu
ma
ver
mi
à
tat
des
qu
qu
sin
C
che
po
bo
les
E
qu
bie
à
la
ho
C
C
le
fo
un
ve
ra
à
C
vo
tr
sa
C
a
le

de la nature humaine, et de la
manière dont elle se comporte
dans les différentes circonstances
de la vie. On voit que l'homme
est un être complexe, et que
son caractère est le résultat
de l'interaction de plusieurs
facteurs. C'est pourquoi il est
si difficile de le comprendre
et de le juger. On ne peut
le saisir que par une étude
approfondie de sa nature
et de ses actions. C'est
pourquoi les philosophes
ont toujours cherché à
élucider ces questions.
Ils ont essayé de le faire
par la raison, par l'expérience,
et par la réflexion. Mais
ils n'ont jamais réussi à
le saisir dans sa totalité.
C'est pourquoi il est si
difficile de le juger. On
ne peut le saisir que par
une étude approfondie de
sa nature et de ses actions.
C'est pourquoi les philosophes
ont toujours cherché à
élucider ces questions. Ils
ont essayé de le faire par
la raison, par l'expérience,
et par la réflexion. Mais
ils n'ont jamais réussi à
le saisir dans sa totalité.

Le philosophe de la nature
est un être complexe, et
son caractère est le résultat
de l'interaction de plusieurs
facteurs. C'est pourquoi il
est si difficile de le
comprendre et de le juger.

La
Constitution politique et civile
de l'ancienne
République
de
Raguse

Chapitre I.
La nature de Gouvernement.

Le Gouvernement de la République de Raguse fut
aristocratique dans les derniers siècles.
L'ordre de la noblesse héréditaire qui l'exerçait,
n'était composé que de cinquante ou soixante
familles au moment de l'abolition de la République.
La Constitution était représentée par trois
Conseils d'Etat: 1^o Le Grand Conseil, 2^o Le Con-
seil des Pregati, ou le Sénat, et 3^o Le Conseil Mineur.

Chapitre 2.
Le Grand Conseil

Le Grand Conseil composé de tous les Nobles de
de la République représentait sa souveraineté.
Chaque Noble à l'âge de dix-huit ans se
présentait au dit Conseil habillé en robe de
Magistrat pour y être admis, après la
vérification de sa noblesse et de son âge, qui
étaient enregistrés sur le livre d'or (Lo
specchio) et après avoir produit l'attestat
de ses études et de ses bonnes mœurs, fait
et signé par le Directeur de l'instruction publique.

Ce Conseil qui était composé autrefois de deux cents jusqu'à trois cents Membres, ne comptait dans les derniers temps que soixante et dix ou quatre-vingt Conseillers. De grandes calamités, de guerres, d'épidémie, et de tremblements de terre survenues dans les siècles passés, en avait diminué successivement à trois quarts la population de l'Etat de Raguse, et diminuèrent aussi proportionnellement le nombre des familles Patriciennes.

Les attributions du Grand Conseil étaient de créer et confirmer les Magistrats de la Ville et du District, de sanctionner les lois nouvelles, et d'en abroger les anciennes quand le besoin le demandait, de mettre des impôts directs ou des gabelles permanentes, d'établir des relations politiques constitutionnelles, de faire grâce en matière criminelle, et d'aggréger de nouvelles familles à l'ordre de la noblesse.

Chapitre 3.

Le Sénat

Le Sénat était la première et la grande Magistrature de la République. Il était composé de 48 Membres nommés Sénateurs, qui étaient créés par le grand Conseil, de son sein. L'on confiait aux Sénateurs les charges et offices principaux de l'administration intérieure et extérieure de la République, qu'ils exerçaient gratuitement. Les arrêts du Sénat étaient sans appel, sauf l'opposition du Magistrat des Provi-

teurs, dont on parlera plus bas; ses attributions étaient de traiter, et de décider les affaires politiques de l'Etat, de statuer et de diriger les règles de l'administration intérieure, d'établir des contributions indirectes et extraordinaires, de fixer les dépenses dans les finances publiques, d'approuver ou de rejeter les comptes des administrations, de prendre connaissance quand bon lui semblerait de toutes les affaires ou jugemens, des Magistratures, ou offices inférieurs, et en juger sans appel, de nommer les Ambassadeurs, Ministres, Agents, et Consuls près les Cours et Nations étrangères, de juger en dernier ressort les causes civiles dont on eût interjeté appel, de faire les projets de lois, enfin de faire et défaire tout ce qu'on aurait cru utile ou nécessaire pour le Bien Public, mais toujours sans blesser d'aucune manière les lois constitutionnelles dont le Sénat ne pouvait en aucun cas s'éloigner sans la permission du Grand Conseil, et sans contredire pas même aux Décrets émanés antérieurement par le Sénat même, dont il ne pouvait se dédire ou se retirer que par la pluralité de trois quarts et quelquefois de sept huitièmes de suffrages des Conseillers présents. La dignité des Sénateurs était à vie et l'on ne procédait à l'élection d'un nouveau Sénateur qu'en cas de mort ou destitution de quel qu'un d'entre eux).

Tout Sénateur cependant devait être confirmé individuellement dans sa dignité Senatorielle chaque année par les suffrages du Grand Conseil. C'est ainsi que le Gouvernement était à même d'approuver ou de désapprouver la conduite comme chaque Sénateur s'était gouverné pendant l'année.

Chapitre 4. Le Conseil Mineur

Le Conseil Mineur était formé de Sept Sénateurs qui par la Constitution étaient changés tous les ans par suffrages du Grand Conseil. Le Conseil Mineur représentait le Pouvoir exécutif de la République. En effet il ordonnait et réglait par des déterminations par écrit l'exécution de tous les Décrets du Grand Conseil et du Sénat. Il décidait sommairement des questions civiles, politiques, et criminelles, qui n'étaient pas de grande importance; il jugeait de dernier ressort les questions maritimes dont il était insusceptible d'appellation: il faisait rédiger des lettres du Gouvernement aux Princes étrangers, et aux fonctionnaires de la République, d'après les consultations arrêtées dans le Sénat; il donnait audience publique ou privée aux Ambassadeurs et Ministres étrangers, aux Dignités ecclésiastiques et aux Étrangers de quelque rang. Il était le grand Magistrat de la Police générale. Il administrait annuellement une Caisse qui était nommée "Detta del Rettore", d'où l'on payait toutes les dépenses de détails du Gouvernement intérieur, qui se montait environ à 30 mille ducats par an; c'était au Sénat d'approuver à la fin de chaque mois l'état de ces dépenses et d'y fournir l'argent nécessaire. Le Conseil Mineur aussi avait l'inspection suprême sur les Aqueducs Publics, dont l'administration et la conservation spéciale était confiée à un Office subalterne; Le Conseil Mineur enfin était l'organe im-

* Le Ducato de Ragusa était une monnaie d'argent de la grandeur d'un écu, mais seulement de la valeur de 40 Kreuzers allemands à peu près.

immédiat de toutes les appellations, supplications, mémoires ou rapports quelconques, dont la décision était de la compétence du Grand Conseil ou du Sénat, et c'est pour cela qu'il avait la faculté de convoquer ces deux Conseils ordinairement et extraordinairement. Au plus jeune des Conseillers du Conseil Mineur appartenait l'exécution immédiate des arrêts du Conseil Mineur; il représentait ainsi la personne du Ministre d'Etat.

Chapitre 5.

Le Recteur de la République.

On ne pouvait convoquer aucun de ces trois Conseils sans la Présidence du Recteur de la République, qui était le Chef représentatif du Gouvernement. Il était élu du Corps du Sénat à la majorité absolue des suffrages du Grand Conseil. Il ne resta qu'un seul mois dans cette Magistrature et pendant ce mois il résidait au Palais du Gouvernement, dont il ne pouvait sortir que pour assister aux Conseils, ou pour paraître à des fonctions publiques, où il se portait habillé en grande robe rouge décoré d'une bande de velours noir, marque de juridiction, précédé de la musique et de vingt-quatre huissiers de Palais et accompagné des principaux fonctionnaires du Ministère. Les attributions du Recteur étaient de proposer les matières qu'il y avait à discuter dans chacun de dits Conseils et de pouvoir dissoudre les Conseils à la fin de chaque matière proposée et traitée.

Le Conseil Mineur avait la faculté de suggérer au Recteur les matières qu'on devait proposer, et le Sénat pouvait même l'obliger à les proposer en préférence de celles, que le Recteur

aurait voulu proposer de son choix sans lui ôter cependant la faculté de proposer celles-ci après les matières obligées. Il n'avait qu'une voix seule au scrutin et au ballottage comme tout autre Sénateur. Il était le dépositaire des Clefs de la Ville et des Armes Publiques. Il avait en outre la faculté de juger sommairement des questions qui n'étaient pas de grande valeur. En cas de maladie ou d'autre empêchement quelconque il était remplacé dans les Conseils et les fonctions publiques, par le plus ancien des Conseillers du Conseil Mineur.

Chapitre 6.

Les Provéditeurs de la République

Le Grand Conseil créait tous les ans une Magistrature composée de trois Sénateurs nommés Provéditeurs de la République dont l'unique attribution était de veiller sur l'exécution de lois. Dans les séances du Grand Conseil et du Sénat cette Magistrature, ou volontairement d'elle-même ou par l'instance d'un Conseiller quelconque pouvait s'opposer contre tout Décret de ces Conseils, et en avertissant le Conseil opinant des difficultés interjetées, faire disputer de nouveau la matière même et l'induire à se dédire de la première résolution ou par un désavouement spontané, ou par un jugement particulier du Sénat compétant.

Le Conseil Mineur étant l'exécuteur immédiat des Décrets du Gouvernement, était spécialement assujéti à la surveillance des Provéditeurs. Ceux-ci pouvaient assister à toutes les séances de ce Conseil, se faire rendre raison de chaque décision, et en suspendre

7
même l'exécution pendant vingt quatre heures, c'est-à-dire jusqu'à ce que leur opposition fût portée à la connaissance du Sénat, et jugée par lui d'après les nouvelles raisons, que les Lévités ou de leur gré ou par instance de quelque Particulier quelconque y auraient produit.

Chapitre 7.

Les Secrétaires de la République

Il n'y avait que les Secrétaires de la République qui pouvaient entrer avec les Membres du Gouvernement dans ces trois Conseils d'Etat. Les dits Secrétaires formaient la première classe des fonctionnaires du Ministère. La République en avait quatre tout au plus, auxquels on confiait le secret d'Etat, et qui jouissaient des mêmes prerogatives entre eux. Le plus ancien d'entre eux, portait ordinairement le titre de Grand-Secrétaire; les deux ou trois autres celui de Vice-Secrétaires. Il y avait encore de jeunes Elèves, qui avec le titre de Notaires et Coadjuteurs de Notaire, jouissaient des attributions de Chanceliers, et en s'initiant dans la carrière des Secrétaires du Gouvernement, ils étaient admis successivement dans les Conseils. Comme la Constitution républicaine ne permettait qu'un seul membre ou Magistrat du Gouvernement signât seul les actes du Gouvernement même, ainsi les Secrétaires et les Vice-Secrétaires de la République, étaient les seuls, qui signaient au nom du Gouvernement la Correspondance, les Décrets, et tout autre acte des Conseils susdits.

D'après les consultations anctées dans les mêmes Conseils, les Secrétaires rédigeaient les Décrets les lois, les lettres, les Débats des Conseils et leurs actes. Ils gardaient les Archives Publiques: ils tenaient la clef du Depot des Testaments des Lar-

/

Particuliers: ils avaient la double clef de tous les Offices et Bureaux des Administrations publiques, pouvant suppléer également à tous les Greffiers, Chanceliers, Notaires et autres Employés du Gouvernement. Ils étaient finalement attachés par la Constitution à toute Ambassade, Représentation Publique et négociation politique, accompagnées des Sénateurs y destinés à cet effet, et souvent ils étaient expédiés seuls en missions politiques ou administratives du Gouvernement. Le Gouvernement d'après la loi devait fournir au Secrétaire et V. Secrétaire du Sénat la maison d'habitation, ou l'équivalent en argent; leur honoraire consistait (outre un appointement fixe qui à la vérité était modique vis-à-vis de l'importance de leur ministère, mais qui tenait à une ancienne institution) en gratification taxée en numéraire, par lesquelles les Particuliers payaient la signature des Secrétaires dans les Passeports, Patentes de Santé, Expéditions maritimes, Testaments, Actes du Commerce et autres; et surtout en gratifications considérables, que le Sénat leur faisait pendant l'année, dans toutes les occasions de leurs besoins ou convenances de leurs familles, tout cela réuni ensemble les mettait à même de soutenir leur rang très aisément. Le Secrétaire de la République avait le privilège des obseques funéraires tout comme l'Archépiscopale et le Recteur même de la République; c'est à dire. Pompe funèbre dans la Cathédrale, accompagnement de tous les Membres du Gouvernement et oraison funèbre en latin, tout cela aux dépens du Gouvernement.

/

Titre II.

Ordre Judiciaire

de la République.

Chapitre 1.

Juges Criminels

Quatre Sénateurs créés tous les ans à la majorité des voix par le Grand Conseil, formaient le Tribunal Criminel. Deux d'entre eux instruisaient les procès, tous les quatre prononçaient la sentence, dont on pouvait interjeter appel au Sénat par l'organe des Provédateurs. Les questions civiles entre les Ragusaïs et les Etrangers, ainsi que celles des dommages ruraux, étaient de la compétence de ce Tribunal. Il avait trois ou quatre Greffiers, quatre Huissiers et des Soldats à ses ordres; il pouvait tenir séance tous les jours de l'année indistinctement.

Chapitre 2.

Juges Civils

Le Tribunal Civil de la première Instance nommé Tribunal des Consuls des causes civiles, était composé de quatre Sénateurs, qui étaient choisis tous les ans par la pluralité des voix du Grand Conseil parmi douze Sénateurs élus à cet effet. Ils devaient tenir cour ouverte trois fois par semaine; exceptés les jours des vacations du Palais; les Chanceliers et leurs Coadjuteurs étaient les Greffiers Ordinaires de ce Tribunal. Il devait juger d'après le Code des lois de Raguse. Ce Code consistait en quatre Volumes de lois nommés Statut ou lois primitives, Correction successive et de même lois, Verde e Crocco, qui étaient deux Volumes de lois postérieures à la suite des premières lois constitutionnelles. On y voit effleurée presque toute la législation grecque et romaine. Dans les cas extraordinaires, ou la loi municipale n

n'était point applicable, l'on devait recourir aux sentences prononcées dans des cas semblables par les Juges précédents ensuite au Droit Romain, au Code Justinien, et aux décisions Notable De Rome. Ce Tribunal était obligé d'expédier et juger dans l'année toutes les causes entamées pendant sa Magistrature pourvu que les termes accordés par la loi pussent s'écouler. Les sentences de ce Tribunal rédigées en latin devaient être motivées et raisonnées. L'on pouvait en appeler au Sénat par l'organe du Conseil Mineur. Le Sénat approuvant la sentence terminait définitivement la cause; en désapprouvant la sentence, remettait les Parties en liberté de renouveler à leur gré la même procédure; par des meilleures raisons auprès du Tribunal de la première Instance. Deux sortes d'Avocats étaient légitimés par la loi. Le Grand Conseil créait annuellement deux Conseillers de son Corps nommés: "Avvocati del Comune", qui défendaient et plaidaient les causes du Gouvernement; quatre autres nommés: "Avvocati del Proprio" qui étaient destinés pour être Avocats des causes des Particuliers. Ceux-ci faisaient partie légale de la Cour du Tribunal Civil initiaient la procédure civile; après quoi chaque personne pouvait plaider sa cause personnellement ou la cause d'autrui par procuration. Les Nobles en général étaient les Avocats ordinaires des Tribunaux. Le Tribunal désignait l'Avocat aux pauvres, et à toute autre personne qui le lui demandait. Pour ce qui est de l'ordre judiciaire dans les Comtés de l'Etat hors de la Ville, le Grand Conseil choisissait de son sein Onze Représentants qui avec le titre de Comte, ou Capitaine gouvernaient

les onze Comtes de l'Etat. Ceux-ci jugeaient d'après les lois de la République toutes les causes civiles et criminelles qui y survenaient. Leurs sentences étaient assujetties à l'appel près le Magistrat Supérieur à Raguse. Ces Comtes ou Capitaines avaient annuellement l'honoraire de mille à mille cinq cents Ducats, une partie en argent comptant et une partie en de petites rétributions en produits locaux pour chacun.

Titre III.

La Finance Publique de la République

Chap. 1.

Les Trésoriers de la République

Six Sénateurs créés par le Grand Conseil nommés Trésoriers et Procureurs composaient la principale Magistrature de la Finance Publique. C'était à eux de faire exiger et encaisser toutes les rentes de la République; de faire payer les dépenses du Gouvernement; de signer toutes les parties d'encaissement et de dépenses; d'administrer les capitaux des avances de la Caisse Publique, ainsi que ceux de la Caisse des Oeuvres Lées. Ils restaient trois ans dans cette Magistrature: le dernier jour de chaque année ils étaient obligés de présenter personnellement au Conseil Mineur seant la liste de Débiteurs Publics pour être portée à la connaissance du Sénat. Ils avaient quatre Ministres ou Employés d'office de la Classe des Citoyens Distingués de Raguse.

Chap. 2.

Les Caissiers de la République

Une autre Magistrature composée de trois Sénateurs dits Caissiers de la République, représentaient une espèce de Contrôleurs de la Trésorerie: Ils tenaient le livre de la Caisse sans avoir la Caisse réelle. C'était de leur Office que sortaient tous les mandats de paiement qui étaient délivrés en

4.
en conformité des Décrets antérieurs du Sénat. Ces mandats avant que d'être payés devaient être reconnus et sanctionnés par le Conseil Mineur, de manière que tout paiement de deniers publics devait être légitimé, et enregistré sur les livres des quatre Magistratures d'abord sur celui du Sénat dans son décret d'assignation, sur celui de la Caisse dans la partie du Mandat délivré, sur celui du Conseil Mineur dans l'acte de sa sanction exécutive, et sur celui de la Trésorerie dans la partie du paiement effectif. Les branches secondaires des rentes publiques étaient administrées par les Offices suivants.

Chap. 3^e

Le Magistrat sur le Sel

Le Magistrat en Office sur le sel, composé de trois Sénateurs, qui devaient trois ans dans leur charge, dirigeait les Salines de Stagno; Il faisait vendre le sel national de consommation et de commerce; Il en achetait de l'Etranger quand besoin y était; Il avait une Caisse, un Caissier, et deux Commis d'Office à ses ordres, et plusieurs employés à la vente du sel à Raguse et à Stagno. Il ne rendait compte de son administration qu'au Sénat.

Chap. 4^e

Le Magistrat sur les Consuls du Levant

Le Magistrat en Office sur des Consuls du Levant était composé de trois Sénateurs, qui étaient en correspondance directe avec les Consuls nationaux du Levant, pour tout ce qui appartenait aux Droits qu'on exigeait sur les marchandises chargées à bord des bâtiments Ragusais, ainsi que pour tout ce qui regardait les dépenses et autres affaires

4. 10
affaires relatives aux Dits Consulats, dont les avances
étaient versées par le dit Magistrat dans la
Caisse de la Trésorerie publique.

Chap. 5^e

La Magistrature sur la Navigation.

Cette Magistrature était formée de cinq Sénateurs
qui veillaient au maintien du bon ordre dans la
Navigation nationale, jugeaient des différends et
causes maritimes, gardaient les registres des titres
particuliers d'intérêt de la navigation même, &c.
D'après ces Registres formaient les rôles d'impôts
ordinaires ou extraordinaires que les Batimeurs pa-
yaient dans l'année à la Caisse publique.

Chap. 6^e

L'Office nommé des cinq Raisons.

Cet Office composé de cinq Conseillers du Grand Conseil
administrait les Biens-fonds Domaniaux, tenait
une espèce de Journal des Dépenses du Gouverne-
ment, et examinait les comptes des dépenses des
Ambassades et autres missions publiques.

Chap. 7^e

L'Office de la Douane

Cet Office formé de quatre Conseillers du Grand Con-
seil présidait à la perception des Droits de Douane,
d'après les Tarifs fixés; il jugeait ainsi des diffé-
rends du Commerce pour ce qui appartenait au
Transit, à la cargaison, ou décharge des marchandises.

Chap. 8^e

L'Office sur les vins.

L'Office sur les vins nationaux, composé de trois Con-
seillers du Grand Conseil présidait à la perception de
la gabelle annuelle ou octrois des vins; il jugeait
aussi des causes de contrebande en cette matière;
le Sénat ajoutait souvent à la dite Magistrature
trois autres Membres du Corps du Sénat même et

et alors les sentences que cette Magistrature émanait en matière de contrebande de Vins étaient sans appels et irrévocables. Les administrations des dits Magistrats et Offices faisaient les versements périodiques des Deniers publics exigés par eux dans l'année, à la Caisse de la Trésorerie d'après les Roles détaillés de leurs perceptions respectives.

Chap. 9^e

L'Office de la Monnaie

Le Gouvernement à plusieurs époques a monnayé ses Ducats avec les fractions du même Ducat, les Tallari dits "Rettorali" de la valeur primitive d'un Ducat et demi, et les autres Tallari nommés "libertine" de la valeur de deux Ducats, à cause du commerce étroit des Ragusains avec les Turcs, toutes les fois que la monnaie Ragusaine était acceptée dans les caisses du Trésor Impérial de Constantinople, l'établissement de la Monnaie à Raguse faisant des gains très considérables pour compte du Gouvernement, ainsi que pour compte des particuliers qu'y échangeaient l'argent en masse ou des monnaies étrangères pour la monnaie Ragusaine. Trois Sénateurs composaient la Magistrature de cet établissement. Ils étaient chargés d'en diriger les opérations, et de veiller sur l'exactitude de la comptabilité publique et particulière dans l'évaluation spéciale de dits échanges.

Voici donc l'Etat approximatif des Rentes et des dépenses annuelles ordinaires de la Ex-République de Raguse.

Chap. 10^e

Rentes

Revenu annuel des Capitaines qui furent constitués

en Rente sur les Monti di Roma pour compte	
De la Caisse du Gouvernement environ	18.400.
Idem de ceux qui furent placés à Vienne	35.305.
Idem de ceux à Venise	67.54
Idem de ceux à Naples	2763.
Droit sur le revenu des Capitaux placés par les Particuliers Individus de Raguse dans les Dites Villes	540.
Montant de l'Impôt annuel dit "triboracci" sur les batiments de la navigation de long cours	54.260
Idem du droit sur la vente des intérêts particuliers dans les dits Batiments	12.280.
Idem de l'impôt ordinaire sur la con- struction des batiments	9.210
Idem des avances du droit perçus par les Consulats nationaux au Levant	15.350
Produit annuel de la Gabelle sur la con- sommation du vin et eau de vie dans la ville et dans les faux bourgs	26095.
Produit annuel de la Viande de boucherie en ville	2916
Idem de celle de Cochons	383
Idem de celle du dehors de la ville	307.
Droit de production des Vins des Propriétaires	4912.
Produit annuel de la gabelle de Suif	770
Droit de montures	3700
Produit de l'adjudication du fumier aux Roches	1380
Forme annuelle des terres et maisons domaniales	2763
Montant annuel des Droits de la Douane	23025
Bénéfice net annuel sur la vente du sel	30.700.
Montant de la Rente annuelle ordinaire	252.613.

Chap. II^e Dépenses

Honoraires annuels au Ministre de l'Ex-Répu-

	Piastres Turques
le public qui résidait à Vienne	5292
le Honoraire annuel à l'Agent résidant à Naples	1900
Idem à Paris	1074
Idem à Rome	700
Appointements et dépenses ordinaires du Consulat de Constantinople, outre les de- penses extraordinaires, qu'on faisait auprès de la Porte	5612
Appointements et dépenses ordinaires du Consulat de Smyrne	5800
Idem du Consulat de Salonique	2000
Idem " " d'Alexandrie	2.200
Honoraire des Révérends Pères des Ecoles Lises pour le maintien de l'Etablissement de l'in- struction publique	7.500
Dépense ordinaire pour le maintien de l'Hôpi- tal des Enfants trouvés	15.400
Appointements, Honoraires des Représentants publics dans les Comtés de l'Etat ainsi que ceux des Ministres du Palais et des autres Em- ployés civils	40.100
Intérêt annuel qu'on payait aux Caisses des Confréries de la Ville sur des Capitaux qu'elles avaient prêtés au Gouvernement.	3800
Dépense annuelle de l'administration intérieure de la police de la Ville qu'on appelait "Detta" régie par le Conseil Mineur	36840
Employés militaires, leur solde et dépenses des réparations ordinaires des forte- resses de la Ville	27700
Montant du Tribut triennal qu'on payait à la Porte Ottomane et des dépenses qui l'accompagnaient réparties en raison de l'année 25470 Dépenses extraordinaires qu'on faisait auprès de la Porte Ottomane par an	15330
	Piastres 202.818

à reporter 202.818.

Dépense que coûtait le maintien de la bonne intelligence avec les Etats barbaresques	20.000
Dépense des missions ordinaires et extraor- dinaires des Envoyés & Dragomans aux Pascha's de la Bosnie	4.000
Montant des Dépenses annuelles	226.818.

Recapitulation

De la Rente et Dépense	
Rente annuelle ordinaire	Piastres 252.613
Dépense annuelle ordinaire	" 226.818
Avance annuel de la faïpe	25.795.

Titre IVLa force militaire de la RépubliqueChap. 1.^{er}Les Provéditeurs des Gardes.

Il y avait deux siècles que Raguse ne connaissait ce que c'était qu'avoir besoin d'une force militaire quelconque. Le Gouvernement cependant tenait à sa solde annuelle en ville une Compagnie de deux cents soldats, dont une faisait le service de la garde au Palais, aux Portes de la ville et aux Forts; - l'autre servait de Garde Prétorienne aux ordres des Magistrats. Leur solde n'était que de cinq grosbats par jour outre de petites gratifications dans l'année. Un Major, un Capitaine, un Lieutenant et un Sous-lieutenant étaient les Officiers de la susdite troupe. Une autre Compagnie de cent Artilleurs environ, tirait une petite solde annuelle; ils devaient faire le service de l'artillerie de la ville. Cinq nobles Conseillers du Grand Conseil

étaient aussi annuellement nommés Officiers de la Ville et Forts de Stagno. Un Magistrat de trois Senateurs nommés Provéditeurs des Gardes présidait à tout ce qui concernait les fortifications les munitions des soldats, et à tout autre objet et affaire militaire, et quatre Conseillers du Grand Conseil étaient annuellement chargés de l'Inspection des soldats et du paiement de leur solde. Tous les villages de l'Etat étaient obligés de fournir un nombre de personnes suffisant pour des expéditions ou exécutions extraordinaires aux ordres du Gouvernement; on leur donnait pendant le service le paiement d'une journée modique; c'est ainsi que le Gouvernement épargnait la dépense d'une force militaire permanente.

Titre V.

Le Culte

Chap. I^{er}

La Religion des Ragusains

La Religion des Ragusains fut de tout temps la Religion catholique Romaine; la Diocèse de Raguse avait son Archevêque, dont l'Evêque de Stagno et quelques autres Evêques des Provinces voisines, étaient les Suffragants. L'Eglise cathédrale de Raguse avait un Chapitre composé de plusieurs chanoines. Le revenu archiepiscopal consistait en biens immeubles affectés depuis longtemps à l'Archevêché, à l'insuffisance desquels la Caisse du Gouvernement suppléait toutes les fois que l'Archevêque le réclamait. Les Chanoines n'avaient qu'une Prébende très modique et presque nulle; mais comme ils étaient tous des Nobles on pensait qu'ils pourraient s'en passer; ainsi ils ne pesaient guère très peu sur

les rentes de l'Eglise. L'Archevêque était toujours le Grand Curé de la Ville, ayant à ses ordres quatre Suppléants Vice-curés chargés particulièrement de la conduite des âmes. Le Dôme ou église archiepiscopale et l'Eglise de St Blaise, Protecteur de la Ville étaient les deux églises principales de Raguse, pour le maintien desquelles le Gouvernement avait fixé des fonds spéciaux, outre des redevances et subsides annuels qu'elles recevaient abondamment du Public et des Particuliers.

Le Clergé de Raguse était assez nombreux en égard à sa petite population. Le dit Clergé formait une confrérie sous la dénomination de congrégation des Prêtres, laquelle administrait avec une assiduité et exactitude admirable des fonds considérables qui lui furent légués par des Testateurs privés: et ce fut du fruit annuel de ces fonds que le Clergé d'ailleurs pauvre et sans moyens assurés, tirait annuellement une partie de sa subsistance dans les aumônes, dans les messes et dans beaucoup d'autres subsides de charité, et d'après l'exécution de la volonté expresse des Testateurs et des Propriétaires des dits fonds. La classe des autres pauvres du Pays participaient aussi à une portion d'un tel revenu annuel. Le Gouvernement français incorpora militairement tous ces fonds au Domaine lors de l'abolition de la dite Congrégation, de manière que le Clergé et la classe indigente resta sans ressource depuis ce temps-là.

Les Prêtres étaient les Vice-Curés de la Ville, et les Curés des Villages. Plusieurs d'entre eux s'occupaient de la prédication, d'autres étaient des précepteurs d'enfants, et d'autres s'adonnant aux études littéraires n'avaient que

la charité d'autrui pour tout soutien de leur
vie laborieuse.

Les Pères Recollets de St François ayant un Cou-
vent Provincial à Raguse, et plusieurs autres
dans les villages et îles de l'Etat vivaient d'an-
none selon leur institution.

Les Pères Dominicains aussi avaient un cou-
vent à Raguse et d'autres dans les villages
et étant Propriétaires de plusieurs fonds im-
meubles ils vivaient de leurs revenus.

Les Pères Bénédictins constituaient une Congré-
gation très respectable. Ces trois Ordres religieux
furent d'une utilité marquée en tout temps
en ces contrées. Ils contribuèrent beaucoup à la
conservation de la religion : Ils donnèrent de
très grands hommes à l'Etat. On doit à eux
spécialement une certaine culture et docilité
des mœurs des Villageois, ils furent les seuls
qui par maxime d'institution exerçaient l'
hospitalité dans leurs Couvents. Voilà pour-
quoi l'on vit de ces établissements dispersés
sur tous les points de l'Etat, et le Gouverne-
ment les protéger efficacement.

Les Pères des écoles Liés, Ordre le plus utile et
le plus respectable, parcequ'il était chargé de
la plus importante fonction, de l'éducation
morale et littéraire de la jeunesse vivait d'une
rente fixe, que le Gouvernement lui payait
annuellement en numéraire; on en parlera
plus au long dans l'article de l'Instruction
Publique. Chacun des susdits Ordres Reli-
gieux, Eglises et Etablissements pieux était
pourvu par la loi d'un Magistrat de
trois Sénateurs, qui devaient veiller pour
le temporel à leurs intérêts et au maintien

maintien du bon ordre de l'établissement.

Il y avait à Rague trois Couvents de Religieuses ⁴⁴ fesses, pour les filles des nobles et des citoyens, et trois maisons ou hospices de Religieuses non Professes pour les filles de la troisième classe: celles-là vivaient de rente provenant des biens qu'elles possédaient en propriété, excepté quelque cas de besoin extraordinaire, ou le Gouvernement venait à leur secours: celles-ci devaient leur subsistance principale au travail de leurs mains et à la piété des chrétiens.

Pour ce qui est de l'exercice extérieur de la Religion, outre les fonctions ecclésiastiques qu'on faisait journellement dans les églises principales surmentionnées auxquelles le Gouvernement même assistait très souvent en Corps, la population entière se partageait en plusieurs Confréries, chacune desquelles prenait la dénomination ou de la profession respective des Confrères ou bien de quelque Eglise particulière attachée à leur Confrérie. Ces Confréries ayant eu l'administration de leurs Capitaux et de leurs biens fonds qui furent légués par la pitié des Testateurs, employaient une portion du revenu annuel provenant des dits biens au maintien de la dite Eglise et aux dépenses du culte qu'elles y exerçaient annuellement en des jours fixés et une autre portion aux subsides charitables des individus pauvres de la même Confrérie, et c'est d'après les dispositions expresses des dits Testateurs; coopérant ainsi à la pratique du secours réciproque, au maintien de l'unité du culte, et à la bonne harmonie des diverses classes de la population, c'est à dire à la tranquillité universelle. Les Français incorporèrent tous les dits biens et capitaux au Domaine, ainsi les Confréries furent dissoutes.

Titre VI.
Approvisionnement de la Ville de
Raguse

Chap. I^{er}
Le Magistrat sur les Vivres.
Blé

Un pays qui manque de productions territoriales et dont le commerce tient à trop de causes et moyens éventuels et étrangers reste exposé de temps en temps à des disettes imminentes.

C'est pour cela que le Gouvernement dès long temps avait adopté la maxime d'assurer annuellement à la Population le blé, le vin et l'huile de la manière suivante.

Il avait fait construire à grands frais des Greniers Publics, un bâtiment le plus solide et le mieux entendu qu'il en existe à Raguse. Il le tenait continuellement pourvu de toutes sortes de blé par la prévoyance d'un Magistrat et de trois Sénateurs qu'on changeait de trois en trois ans; qui ayant à leur disposition un Capital assez considérable, des Employés, des fours, des boulangers et d'autres moyens nécessaires faisaient faire le pain et le vendaient journellement à la Population à un prix fixé par le Sénat, qui était ordinairement plus bas que le prix courant du commerce. Cette administration faisait en conséquence des pertes, et des gains qui se compensaient alternativement; mais le devoir et le but principal du Magistrat Administrateur était de ne laisser jamais manquer du pain à la Population et à un prix raisonnable quand même cela aurait occasionné quelque perte à la Caisse. On faisait venir ordinairement les grains du Levant par le moyen des Consuls Nationaux qui saisissaient les

Temps et les circonstances opportunes pour en acheter à meilleur marché par des achats anticipés, et ensuite ils les expédiaient à Raguse sur des bâtimens nationaux. On avait aussi des grains de la Louille et de la Russie moyennant des traités que le Gouvernement obtenait de temps en temps de la cour de Naples et de la Russie.

Dans les années de mauvaises récoltes quand les paysans manquaient absolument de subsistance, le dit Magistrat conjointement avec les Propriétaires territoriaux à leurs secours en distribuant des grains aux Paysans pauvres qui s'obligeaient de les restituer dans une ou plusieurs années de bonne récolte sous la garantie des Dits Propriétaires. En de telles circonstances il en distribuait gratis aussi aux pauvres de la Ville.

Chap. 2^e

Huile

Pour ce qui est de l'huile la loi obligeait tous les Propriétaires à verser dans les Magasins Publics le douzième de l'huile en nature qu'ils avaient eue à chaque récolte en sus de l'huile de leur consommation particulière et le Gouvernement le leur payait à un prix fixé par le Sénat, qui était ordinairement un peu plus bas que le prix courant du commerce: c'était l'huile que le Magistrat des Vivres faisait vendre en détail à la Population. De cette manière les Magasins Publics étaient toujours pleins d'huile et la Population en avait toujours à un prix raisonnable. En compensation de la petite perte que les Propriétaires faisaient sur le prix du dit douzième le Gouvernement leur accordait la liberté d'introduire et d'extraire leurs huiles sans payer aucune gabelle ou droit.

Chap. 3^e

Vin

Les Propriétaires enfin étant considérés par la loi

7.
loi comme les garants les plus sûrs de la subsistance
commune étaient obligés par la loi même de se
côtiser pour la quantité de vin que chacun d'eux
devait introduire en ville pendant l'année pour la
consommation du peuple après que le Sénat avait fait
vérifier précédemment la récolte faite. De tous les vins
qui existaient dans l'Etat et qu'il avait fixé la
quantité nécessaire pour la consommation annu-
elle, ainsi que le prix du vin en détail. Si le
vin des Propriétaires n'était pas censé suffi-
sant, les Laysans devaient suppléer avec le
leur après la vente du vin des Propriétaires.
Si la liste de la transcription faite des vins
présentait une quantité supérieure au besoin
de la consommation annuelle, on accordait alors
d'en extraire le superflu. Comme cette introduc-
tion forcée des vins en ville était une charge dans
les années de la mauvaise récolte, vu les dépen-
ses du transport, la modicité du prix fixé, le
rabais du vin même, et le paiement de l'octroi,
celle devenait un privilège dans les années de
la bonne récolte, vu la facilité de la vente
de préférence, ainsi la loi laissait raisonnable-
ment aux Propriétaires cette charge et ce
privilège à fin qu'ils se compensassent alterna-
tivement: assurant ainsi l'approvisionnement
de la ville avec la convenance des Propriétaires
qui étaient et qui sont encore le soutien prin-
cipal de l'agriculture. L'introduction des vins
étrangers était absolument défendue par la
loi constitutionnelle. Les vins nationaux comme
l'huile aussi étaient les deux seules produc-
tions naturelles du territoire, qui donnaient
du superflu, et c'est pour cela qu'elles obte-
naient de la loi ces égards spéciaux, à fin
que l'agriculture ne se décourageasse pas.

pas, et que s'augmentassent les ressources intérieures. C'est ainsi qu'on facilitait également la vente des vins des Laydons dans les villages du Pays; de sorte que les Propriétaires devant en pourvoir la ville, les Paysans les villages, l'Etat entier ne pouvait jamais manquer de vin, et ceux qui le vendaient y trouvaient toujours leur compte dans la certitude de la vente et dans le prix constamment raisonnable. Le Grand Conseil nommait annuellement trois Conseillers de son Corps chargés de la surveillance des poids et mesures, et de la formation des tarifs des vivres. On les nommait "Justiciers de la Ville".

Titre VIII

La Santé publique

Chap. I^{er}

Le Magistrat sur la Santé

La contiguïté de l'Etat de Raguse avec les Provinces turques, et son commerce journalier avec elles par terre, et par mer obligea de tout temps les Ragusains à des mesures les plus rigoureuses, et les plus régulières pour se garantir de la peste qui affligeant presque continuellement le Levant, s'introduit aussi périodiquement tous les vingt ans dans les provinces voisines de la Bosnie, l'Herzégovine, la Serbie et l'Albanie.

C'est précisément à ces mesures pratiquées scrupuleusement, qu'ils durent leur préservation constamment heureuse, ainsi qu'une certaine réputation distinguée dans le monde par rapport à la science de la Santé.

On me permettra de descendre dans quelques détails sur une matière si intéressante.

Il y avait à Raguse un Magistrat permanent de Santé, son Tribunal était composé de cinq

Sénateurs élus par le Grand Conseil, qui ayant sous ses ordres des Chancelliers, des Commis, des Capitaines de Port, des Agents de Lazarets, des Couriers, des Soldats, et une caisse toujours fournie par le Sénat, veillait au maintien du bon ordre et des précautions usitées d'après les loix et les règles ordinaires.

Il n'y avait que la Secrétairie d'Etat qui visait définitivement les Passeports de Santé conformément aux Rapports du dit Magistrat.

Chap. 2^e

La Peste aux Confins

Si tôt que la Peste se manifestait dans quelque endroit des Provinces limitrophes, le Sénat commençait d'abord par adopter deux mesures préliminaires de la première importance. 1^o Pour épargner les longueurs dans l'émission des ordres, et dans leur exécution (ce qui est très dangereux ordinairement, dans cette matière qui ne souffre pas de retard), il créait deux Sénateurs adjoints au dit Magistrat de Santé, auquel composé alors de Sept Membres, il accordait son autorité entière pour adopter et faire exécuter toute sorte de mesures qui lui sembleraient bonnes à préserver l'Etat.

2^o Puisque tout le système de précaution et de mesures de la bonne Santé, tient spécialement à la coopération des habitants de la Campagne, ainsi il était de la plus grande importance, que ceux-ci fussent pourvus de vivres à suffisance, à fin que le besoin et la faim ne les induit à compromettre la Santé publique, pour introduire clandestinement dans le territoire, des genres

17

suspects et dangereux. C'est pour cela qu'en temps de Disette spécialement, le Gouvernement faisait distribuer dans les villages du Territoire des grains et des légumes qu'ils lui devaient restituer dans les années d'une bonne récolte; après cela le Magistrat faisait tirer le cordon de santé qui séparait l'Etat de toute communication avec la Turquie.

Voici comment le Cordon était organisé.

On partageait tout l'Etat en huit circuits, dont les Chef-lieux ou points principaux intermédiaires étaient nommés: Marsine, Stravicia, Bergato, Ploce, Kliservo, Slano, Oseglie, et Stagno. Dans chacun de ces Chef-lieux on envoyait un Assistant en Chef, de la classe des Nobles, membre du Grand Conseil qui avait juridiction en matière de santé sur les villages d'alentour qui composaient son circuit, excepté le point Ploce qui étant un faubourg de la ville de Ragusa dépendait directement du Magistrat suprême; les villages de Canali (District) nommés: Vitaglina, Dogria, Jhiurimichi, Pocizze, Bani, Vedovaglia, Merzine, et Duenavi tenaient à la juridiction du Chef-lieu Merzine. Les villages de Cunna, Gridvozia, Duba, Stravicia, Jaghnine et Jassenizza dépendaient du Chef-lieu Stravicia. Les villages de la vallée de Breno, nommés: Plat, Savreglie, Petraccia, Postragne, Garbovacz, Bergat dogni, Bergat gorgni, Knesnizza, et Bosanka formaient le circuit du Chef-lieu Bergatto. Les villages de Petrovofelo, Ghuibac, Ossonik, Marcedo, Righizza, Mravignizza, et Kliservo dépendaient du Chef-lieu: Kliservo. Les villages Dubrovizza, Magliari, Slano, Ternovo, Ternovizza,

Mravignaz, Cepicuchie, Lissaz et Imokoulani appartenant à la juridiction du Chef-lieu. Cepicuchie. Les villages d'Ofseglie, Stuppa, Topola, Imotizza, et Setedizza à celui d'Ofseglie, et finalement toute la Péninsule nommée la Punta tenait au Chef-lieu Ragusa.

Dans chacun de ces villages subalternes résidait un Assistant de la classe des Citoyens qui dépendait des ordres de l'Assistant en Chef du Chef-lieu respectif. Les huit Assistants en Chef étaient les seuls en correspondance, ordinaire et immédiate avec le Magistrat suprême de Santé qui par leur Organe communiquait ses ordres sur tous les points du Cordon.

Voici les fonctions des dits Assistants, comme la substance et le commerce de Ragusa ne peut pas se passer sans une communication quelconque avec la Turquie ainsi le Magistrat de Santé pour prévenir des communications clandestines, et pour donner aux habitants une manière d'échanger leurs denrées et s'en procurer de la Turquie, fixait deux jours de la semaine dans lesquels on permettait une espèce de foire aux Pallisades de chacun des susdits Chef-lieux nommés "Dabor." C'est là que sous la Direction personnelle de l'Assistant en Chef et sous les yeux des Assistants subalternes de son circuit (qui y intervenaient tous dans ces jours fixés) se pratiquait un petit commerce de négoce entre les Turcs et les Ragusains avec les égards les plus grands de Santé. Outre les Gardes ordinaires, chaque Village du Circuit envoyait au dit

dit Tabor deux hommes bien armés nommés "Ussini-tyi", qui étaient la force de Reserve aux ordres des Assistants et la Garde surnuméraire pendant la dite foire.

L'on sait qu'en matière de santé tous les genres et effets se divisent en susceptibles et non susceptibles, comme laine, toile, coton et d'autres marchandises semblables, provenant des Pays suspects et hors de communication, n'étaient reçus qu'aux Lazarets, où on leur faisait faire la quarantaine, pendant laquelle on les mettait à l'air sous la surveillance des Agents de Santé, et la quarantaine finie, on leur donnait libre pratique. Si les effets provenaient d'un Pays empesté, leur quarantaine était prolongée jusqu'à soixante jours et quelquefois à quatre-vingts. Quant aux genres non susceptibles provenant des Pays suspects ou empestés, on ne les recevait en aucun autre endroit qu'au dit Tabor en la présence des Assistants et d'après les égards suivants:

On recevait le beurre fondu, la volaille, et les oeufs passés par l'eau, le fromage haché en morceaux et passés par le feu; le fer et le cuivre; de même les pommes et poires, par l'eau, les bêtes vivantes de toutes espèces après avoir bien vu et examiné qu'elles n'emportaient sur elles quelque fil ou autre chose susceptible; les bêtes tuées, pelées, plumées, et passées par le feu; l'argent par le Vin rouge; toute sorte d'herbes potagères et racines par l'eau; toute sorte de grains par la grille; le bois à brûler après avoir été exposé à l'air dans le même lieu du Tabor pour quelques jours, ou bien passés

par le Sec. Chaque Assistant avait deux Soldats à ses ordres; à peine arrivait-il au lieu de sa résidence (si c'était au Commencement du Cordon) il faisait mettre sur tous les points élevés du Village, sur tous les passages communs et dans tout endroit de quelque importance des gardes permanentes, qui se faisaient tour à tour par les paysans du Village. Ces Gardes étaient continuellement surveillés par les deux Soldats susdits, et visités même personnellement par l'Assistant plusieurs fois le jour et la nuit. Chacun de ces Gardes avait ordre de ne permettre, sous les peines les plus rigoureuses que personne ne passât le Cordon ou communiquât avec les limites de quelque manière que ce fût. Dans l'intérieur du Village l'Assistant devait veiller que personne n'en partît ou arrivât sans se faire reconnaître en y joignant un billet signé de la main de l'Assistant du lieu d'où elle partait, et de celui d'où elle arrivait. Pendant la journée l'Assistant surveillait les laboureurs, en les visitant souvent sur les lieux où ils travaillaient; il faisait accompagner par un de ses Soldats les Pastors et les troupeaux aux pâturages; il tenait toujours un oeil attentif sur la conduite des petits Marchands et Contabandiers connus du Village, lesquels il faisait même enfermer dans une maison voisine à la Sicane pendant la nuit. D'après la liste de tous les habitants du Village, qu'il avait déjà rédigée au moment de son arrivée, il en faisait l'appel nominal plusieurs fois le jour et la nuit; et dans le cas qu'

19

qu'il en manquât quelqu'un hors de ceux qui s'en étaient
éloignés avec son billet, il séparait de suite
sa maison de la communication avec les autres,
jusqu'à ce qu'on eût justifié l'absence de l'individu
qui manquait.

Les assistants avaient l'autorité de faire donner des
coups de bâton aux délinquants, le seul châtiment
qui d'après une longue expérience dans ces con-
trées produisait parmi les Paysans un effet prompt
et exemplaire (comme il est nécessaire dans
des circonstances si critiques et si importantes).
Les Paysans dangereux et incorrigibles étaient en-
fermés et retenus en ville pendant la durée du
Cordon. Dans les cas de délits d'une grande trans-
gression, l'Assistant en Chef, et celui-ci au Ma-
gistrat qui en jugeait définitivement et avec
toute la rigueur de la loi.

Chaque village désignait un des principaux
Paysans nommé "Casnar", qui signifiait les ordres
de l'Assistant aux autres Villageois, et un subal-
terne nommé "Teklich" qui se chargeait des
lettres de l'Assistant jusqu'au Teklich du vil-
lage le plus voisin, celui-ci les remettait à l'autre
et ainsi successivement, jusqu'au lieu de leur
destination. L'Assistant en Chef était rem-
placé chaque mois par un autre Noble que
l'on tirait au sort. Il n'avait dans les
derniers temps qu'un Ducat Ragusais par
jour, et quelques redevances d'usage nom-
mées "Avalecchi" sur les effets qu'on donnait
ou recevait aux Tabor, ce qui lui rendait en-
viron quatre-vingt Ducats par mois en outre
de ses appointements surdits.

L'Assistant subalterne était remplacé tous les
deux mois par un Citoyen de la même classe, tiré

/

au sort, ou élu à la volonté du Magistrat. Il n'avait que trente grosjets par jour et les susdites redevances en cas d'absence de l'Assis- tant en Chef. Les Laysans étaient encore obli- gés à donner gratuitement les moyens de transports pour les effets de l'Assistant res- pectif, ainsi que de lui fournir le bois à brûler pendant sa permanence dans le village et les tor- ches allumées pour les perquisitions nocturnes.

Chaque Soldat de service avait en sus de sa sol- de ordinaire six grosjets par jour. Chaque Assis- tant pouvait se faire suppléer par une autre personne de même rang pourvu qu'elle fut ap- prouvée par le Magistrat.

Au moment où l'on allait établir le Cordon de Santé, le Gouvernement publiait un Sauf- conduit à tous les Criminels absents accusés, condamnés ou exilés de quelque manière que ce fût en les invitant de venir et de rester paisiblement à Ragusa sous les yeux de la Police de Santé pendant la durée du Cordon, en leur assignant aussi pour ce temps-là un petit salaire pour leur subsistance et afin que la Santé publique ne fut compromise par leurs communications clandestines en cas qu'ils se trouvaient réfugiés dans quel- qu'une des Provinces voisines. Après cela les Assistants de Santé faisaient une au- tre proclamation dans tous les villages, par laquelle on promettait au nom du Gouvernement un prix de trois ou quatre cents Ducats à celui qui aurait tué quel- qu'un des susdits Criminels qui sans vou- loir profiter de Sauf. conduit publié, se fût hasardé d'enfreindre le Cordon, et compromettre

compromettre la santé publique; un mois avant l'ouverture du Cordon l'on prevenait par une nouvelle proclamation les dits Criminels réfugiés en ville, que le sauf conduit aller cesser, et qu'en conséquence ils en devaient sortir dans un terme fixé pour se procurer hors de l'Etat de Raguse un asile ou bon leur semblait.

Chap. 3^e

La Peste en Pays maritimes

Lorsque la Peste se manifestait sur quelques points du Littoral et du Pays maritime, on bien que la Peste de terre allait se rapprochant des Provinces maritimes, on tirait le Cordon de santé le long des côtes. Ainsi l'on mettait des Assistants et des Soldats, selon les ordres et les méthodes susmentionnés dans les villages de Tarbugni, Duba, Vakowan, Pod-Rosario, Kuchiste, Orebichi, Podstap, Giuliana, Terstenik, Sagnina, Sresser, et Duba de Stagno: l'on en mettait aussi aux îles de Lagosta, Melada, Giuppana, Mezzo et Calamatta, qui recevaient les ordres directs du Magistrat suprême; un Assistant de Orebérno à Breno tenait à la jurisdiction de l'Assistant en Chef de Bergallo, les Assistants du Cordon de terre de la Côte de Breno veillaient aussi à la santé de la Marine de cette Contrée-là; et finalement on ajoutait un Assistant à Ragusa-vecchia, et un autre à Mikulichi de Vittaglina, qui dépendaient des Assistants en de Canali.

Toutes les barques de Punta étaient conduites et tirées à terre à Stagno Piccolo, d'où l'on n'en pouvait détacher aucune sans ordre de l'Assistant, et sans un Gardien spécial en cas de quelque voyage d'urgence;

les bargues des îles et des autres villages maritimes étaient surveillées de la même manière par les assistants respectifs.

Le Gouvernement fournissait tout l'argent nécessaire pour ces dépenses. Le Magistrat les exécutait sans restriction y comprises de petites gratifications, et il n'en rendait compte qu'au Sénat, qui se réservait le droit d'accorder des gratifications à vie en faveur de ceux qui se fussent distingués dans un service si important. La Caisse des Oeuvres Pies de la trésorerie, et celle des Confréries de l'Etat contribuaient 20 % de leur rente annuelle en subside des dépenses de la Peste, moyennant la dépense qu'on obtenait de Rome.

Telles étaient les règles et les précautions de la santé constamment pratiquées et avec succès à Raguse en temps de Peste, lorsqu'elle se manifestait dans quelque une des Provinces limitrophes.

Chap. 1^{er} Spéc.

La Peste dans l'Etat.

Il était rare que la Peste s'introduisît dans quelque Village de l'Etat de Raguse; on l'étouffait de suite par les précautions suivantes.

Si tôt que l'Assistant d'un Village soupçonnait que la maladie contagieuse se fût introduite dans quelque maison située dans sa juridiction, après en avoir donné avis par des Couriers à l'Autorité Supérieure, il fermait et entourait de Gardes la maison suspecte, avec toutes les personnes qui se trouvaient dedans, prenant en note ceux de la famille compromise

qui ne se fussent pas trouvés alors dans la maison, et ceux-ci avaient ordre de rester sous les yeux de la Garde générale du village; il séparait en même temps son village de la communication avec les autres villages voisins moyennant une Garde de Paysans du Circuit qui lui devait être expédiée sur le champ par l'Assistant en Chef: de manière qu'on faisait une ligne ou Cordon à travers toute la largeur du Territoire et si serré qu'une sentinelle put se donner le mot l'un à l'autre, afin qu'aucune personne ou aucune chose ne put jamais se dérober aux yeux des sentinelles.

En attendant le Magistrat envoyait avec toute la célérité possible des Chirurgiens et autres experts, pour en faire la reconnaissance personnelle. Quand il ne restait plus des doutes de la maladie, on continuait de tenir fermée la maison suspecte en lui fournissant le nécessaire pour subsister, et on assujettissait le village entier à la reserve de 14 jours jusqu'à ce qu'on se fut assuré que la communication intérieure n'eût produit aucun mauvais effet.

Si les Chirurgiens et les experts décidaient que la maladie était pestilentielle, on faisait toute suite sortir de la maison infectée toutes les personnes saines, et on les logeait dans quelque bergerie, fenil, ou tout autre magasin vide, chacun séparément, jusqu'à ce qu'on eût construit des baragues où on les logeait pendant leur quarantaine: au moment de les transporter on leur faisait changer d'habits, on les frottait tous avec du vinaigre, et on leur faisait faire des fumigations journalières. Toutes les autres maisons du village restaient séparées l'une de l'autre sous la surveillance des gardes.

spéciales pendant quarante jours depuis le dernier acci-
dent de peste. Le Gouvernement faisait distribuer
journallement les rations de pain, du vin, et de légumes
à toutes les maisons, ainsi que des habits neufs, des
lits, et des couvertures à toutes les personnes compro-
mises, en leur faisant rendre tous les autres services
nécessaires avec les égards et les précautions qui sont
le plus rigoureusement usitées au Cordon. L'Assis-
tant de Santé tenait une note exacte de tous les
effets que le Gouvernement lui envoyait et qu'il
distribuait aux Paysans; lesquels exceptés les
pauvres, étaient obligés de restituer ou payer au
Gouvernement en plusieurs lots dans les années de la
bonne récolte ce qu'ils en avaient reçu en de telle cir-
constance. Le reste de l'Etat en était pourvu aux
mêmes conditions.

Les malades de Peste étaient soignés par des personnes
expressément payées pour cela, et les Cures leur admi-
nistraient les sacrements avec des égards et des pré-
cautions dirigées et surveillées par l'Assistent en
personne.

Il y avait des fossoyeurs gagés largement, qui étaient
logés dans des baraqués, et surveillés continue-
ment par des Gardes spéciales. Ceux-ci à l'occasion
de la mort de quelqu'empesté en tiraient de la
maison le cadavre par des longues perches à
crochet, et l'enterraient dans une fosse
remplie de chaux-vive.

Ordinairement on faisait brûler la maison
de l'empesté mort, ainsi que tous ses effets
suspectés, qui se trouvaient dedans, selon
l'inventaire, que l'Assistent avait dû rédiger
scrupuleusement dès le premier moment que la
peste s'y était manifestée.

Le Gouvernement faisait indemniser dans le
moment la famille de l'empesté de la valeur

valeur des effets brûlés et même quelquefois en sus de la valeur intrinsèque. Si la maison de l'empêché était de quelque valeur considérable et ses effets de quelque importance, on ne les brûlait pas, mais par le moyen des foyers on y faisait journellement des fumigations, on mettait à l'évent les effets pendant une double quarantaine, et on n'épargnait rien pour en ôter l'infection.

Tout le village compromis devait faire aussi double quarantaine: pendant les premiers quarante jours depuis le dernier accident chaque maison, comme on l'a dit, restait séparée l'une de l'autre; pendant les derniers quarante jours les maisons du village même communiquaient entre elles en tenant en même temps tous leurs effets à l'évent journellement.

Quand les deux fois quarante jours étaient écoulés sans aucun nouveau accident de peste dans ce village, on l'admettait à la libre communication avec le reste du Pays.

Toutes ces opérations, étaient ordonnées, dirigées et surveillées par un Magistrat extraordinaire de deux Sénateurs, que le Sénat choisissait de son sein et envoyait avec la plus grande célérité à l'endroit où la peste s'était manifestée; les quels revêtus de plein pouvoir y devaient rester tout le temps que la peste et la première quarantaine y durait, en pouvant alors infliger des peines, ordonner des dépenses, statuer les gratifications et faire adopter et faire exécuter toutes sortes de mesures qui leur paraissaient bonnes pour se préserver du mal. Quand les Assistants de Santé avaient besoin d'une force extraordinaire pour quelque grande exécution, on leur envoyait un nombre

f.

plus ou moins grand de Paysans des Villages lointains, comme par exemple les exécutions à Punta ou à Primorie se faisaient par des Paysans de Breno ou de Canali; les exécutions à Canali se faisaient par des Paysans de Punta, ou de Primorie; ainsi des autres villages.

Chap.^{re} 5^{me}

Les Bâtimens empestés

Si par hazard quelque bâtiment national empesté arrivait dans les parages de Raguse on obligeait tous ses matelots et passagers à débarquer aux Lazarets pour y faire leur quarantaine simple ou double selon les circonstances; on y débarquait aussi leurs effets, les marchandises et les voiles qu'on mettait à l'évent journellement pendant toute la quarantaine; et on faisait passer le bâtiment dans le Port de Gravosa, où on le perçait d'une part et l'enfonçant dans l'eau, devant y rester plongé vingt jours au moins. Si quelque bâtiment national infecté de la fièvre jaune arrivait dans ces eaux, on l'assujettissait à toutes les susdites opérations non pas dans le port de Gravosa mais dans celui de Meleda, nommé "Porto Palazzo".

Toutes les dépenses des dites opérations étaient à la charge des Propriétaires du même bâtiment, ou bien elles allaient en avarie générale sur le bâtiment et les marchandises.

Chap.^{re} 6^{me}

Nature des fonds qu'on fournissait pour les dépenses du Cordon.

Le Gouvernement fournissait ordinairement de la Caisse Publique tout l'argent qui était nécessaire pour les dépenses sanitaires. Le dit

12
Magistrat les exécutait sans restriction de petites gratifications aussi y comprises; et il n'en devait rendre compte qu'au Sénat même. Le Sénat cependant s'était réservé le droit d'accorder des gratifications à vie ou d'autres de quelque considération à des personnes qui se fussent distinguées dans des dangers personnels, ou par une activité extraordinaire dans ce service si important.

À l'occasion du Cordon général la Caisse des Oeuvres Lées, qui était administrée par les Trésoriers de la République, ainsi que celles qui étaient administrées par les Confréries de l'Etat, y contribuaient vingt pour cent de leur rentes annuelles, après qu'on avait obtenu la dispense du Saint Siège à Rome.

Chapitre 7^{im} Patentes de Santé

La Secrétairerie d'Etat était la seule qui visât les Passports ou Patentes de Santé, en conformité des Rapports que le Magistrat de Santé lui communiquait périodiquement. Le Magistrat fixait les contumaces et donnait la pratique aux personnes, effets et bâtimens de quarantaine.

Titre VIII. Le Commerce de Raguse Chapitre 1^{er}

La nature du sol, la population et sa situation

Les productions naturelles du Territoire de Raguse ne suffirent jamais en raison de la population.

Le Territoire de Raguse ne présente qu'une surface de 450 mille quarrees, dont un quart seulement est cultivable et par conséquent cultivé.

/

La nature du sol rend ses récoltes presque partout modiques et précaires parce que les terrains sont en pente montagneux, manquant de pâturages, et conséquemment d'un petit produit. Cependant sa population ordinaire se montait environ à trente mille âmes, qui certainement ne peuvent pas vivre sur le produit si modique de ses terres.

L'avantage de la situation de Raguse par la Marine, la bonté de ses ports, la proximité de la Turquie d'une part (Pays riche habité par des habitants ignorans qui abondent dans les choses de première nécessité manquent de manufactures) et de l'Italie de l'autre part riche en tous genres et en toutes sortes de manufactures, voilà ce qui anima de tout temps les Ragusains à se créer des moyens de subsistance par son industrie dans le commerce et ainsi à étendre et soutenir une population supérieure à ses forces naturelles.

Chap. 2.

Les Productions de Raguse

Les productions d'après un calcul approximatif consistent en 70 mille barils de vin par an, dont les trois quarts sont consommés par les habitants, et il n'en reste pour l'exportation ou la vente aux troupes que 14 mille barils, qui évalués au prix moyen de 12 Piastres forment un revenu annuel de 168.000 Piast. turq. Huile au delà de la consommation du Pays et

à exporter annuellement Barilles 3000 à 50 Piastres 150.000.

Eau de vin à exporter " 733 à 30 " 22.000.

Blé et autres grains; il n'en fait que pour la con-

sommation du Pays pour trois mois - - - - -

Viande, beurre, fromage ce tout au plus pour un mois - -

Poissons, des sardines salées à exporter Barill. 3500 à 3 Rapp. 105.000

Total de la valeur du superflu annuel des productions... 445.000 P.t.

Voyons si cette somme de superflu suffit aux Ragusains pour acheter de l'Etranger ce qui leur manque pour la subsistance annuelle.

Chap^m 3^e

Les besoins de Raguse pris en genres de l'Etranger

Le Pays ne produisant du blé que pour un tiers de l'année, il lui en faut tirer de l'Etranger au moins que torze mille sacs par an en raison de sa population, en egard à la consommation très modique du blé que l'on fait dans les villages à cause de leur pauvreté.

Évaluant le blé au prix moyen de 40 Piastres par sac il y aura la dépense de Piast. tures 560.000.

des classes plus aisées des habitants

conformément environ 50 mille okas de riz par an 50.000.

Légumes, on en importe annuellement 3000 sacs à P. 24. - 72.000

V viande de la Turquie, en raison de la consommation

journalière de 1500 Okas à 20 para's 273,750.

Charbon 9.000

Draps, toiles, Fer, étain, Cuivre, Peaux, clous,

Planches, et autres objets, d'après un calcul approximatif tiré des Registres de la Douane, on estime la consommation annuelle au Minimum de 30 L.^{rs} par individu, ce qui fait la dépense annuelle de 900.000

Total des Sommes que l'Etat de Raguse

doit annuellement payer à l'Etranger pour ses besoins 1.864,750

à déduire la susdite somme que l'Etat retire

annuellement de l'Etranger du superflu de ses productions. 445.000.

Il en résulte un Deficit annuel de P.^{ts} 1.419,750

Voyons de quelle manière le profit que les Ragusains tiraient de leur commerce et de leur navigation, combloit non seulement ce deficit, mais qu'il en résultoit encore du superflu.

Chap^m 4^e

Le Cabotage

La Marine des Ragusains se composait de bâtiments marchands de simple Cabotage, et de bâtiments

marchands de long cours.

Les barques et bâtiments de cabotage étaient au nombre de 80 environ, de la portée moyenne, l'une compensant l'autre de 16 tonneaux par chacune. Celles-ci s'occupaient au service du commerce intérieur du Pays de la manière suivante.

Une partie de ces barques était employée dans le transport du superflu des productions territoriales pour l'Etranger et des genres et des manufactures de l'Etranger pour les besoins de Raguse, dans lesquels transports les Ragusains faisaient deux sortes de gain, l'un des frets du transport et l'autre du bénéfice d'économie dans l'achat et la vente des genres, ainsi qu'il suit.

<u>Importation</u>	Piastres	Piastres
Fret de 14 mille sacs de blé d'importation	20,300	
Bénéfice d'économie sur le dit article en raison de 15% - - - - -	63,000	
Fret de 50 mille Oke's de Riz - - - - -	2,800	
Bénéfice d'économie - - - - -	100,000	
Fret de 3000 sacs de légumes - - - - -	5,000	
Bénéfice d'économie - - - - -	10,800	
Fret de 2600 sacs de blé - - - - -	4,000	
Bénéfice d'économie - - - - -	12,000	
Fret de cuivre, peaux, clous, planches, savons, Draps, toiles, fer, acier, et autres objets importés - - - - -	78,000	
Bénéfice d'économie sur les dits objets - - - - -	200,000	405,900.

<u>Exportation</u>		
Fret de l'exportation de 3000 barils d'huile - - - - -	12,000.	
Bénéfice d'économie sur la vente - - - - -	22,500.	
Fret d'exportation de 3500 barils de sardines salées - - - - -	5,500.	
Bénéfice d'économie sur la vente - - - - -	14,000.	54,000.
Total du dit bénéfice - - - - -		459,900.

à déduire la portion de ce bénéfice qui
revenait aux barques étrangères qui con-
couraient aux dits transports 200.000
Il en restait de profit net pour les Ragusains 259.900

Chap. 5^e

Commerce de Raguse avec la Turquie

Outre le transport des productions du
Pays à l'Etranger et des genres du besoin
du Pays importés de l'Etranger, le Cabo-
tage en exemptait un autre des genres
de la Turquie Voisine, pour l'Etranger,
et de l'Etranger pour la Turquie.

Importation

annuelle de la Bosnie à Raguse

Quatre cents ballots Cordovans ou peaux de chèvres (selon au Pastus) ———	95.000
trois Cents Peaux de moutons ———	36.000
Dix mille peaux de bouc séchées ———	90.000
Trois mille ballots de laine ordinaire ———	150.000
Mille ballots de laine fine ———	68.000
Cent mille livres de Cire jaune ———	200.000
Trente mille peaux de lièvres ———	30.000
Quarante mille Oke's de fer ———	25.000
Soixante mille livres de fruits secs ———	4.500

707.500 259.900

Exportation annuelle

de Raguse pour la Bosnie

Deux mille sacs de Riz ———	300.000.
Cinquante mille Oke's de Caffé ———	200.000
Vingt cinq mille livres de Savon ———	33.000
Trente ballots de Draps, ———	90.000
Velours, satin, fil d'or, d'argent ———	40.000
Deux Cents cinquante caisses d'acier ———	11.000
Cent cinq mille livres du lin brut ———	70.000
Cinq mille livres du lin ouvré ———	12.000

756.000

à reporter:
756.000 259.900

Importation
annuelle de l'Albanie à Raguse

2000 sacs légumes secs	48.000
1000 sacs semence de lin	25.000
300 Barils d'huile	16.000
260 mille livres de cire jaune	520.000
Cordons quatorze mille livres	20.000
Paux de moutons idem	10.000
id. " boufs secs 2000	17.500
Poissons salés 15 mille livres	9.000
Laine ordinaire ballots 300	15.000
Laine fine id. 150	10.000
Paux de lièvres dix mille	12.000
Blé trois mille sacs	24.000
	<u>786.500</u>

Exportation annuelle
de Raguse pour l'Albanie

55 mille livres Café	100.000
150 caisses d'acier	6.000
16 mille livres chanvre oeuvre	16.000
	<u>122.000</u>

Le commerce auquel ces marchandises d'importation et exportation donnaient lieu, doit être considéré sous deux rapports, l'on peut regarder la moitié de toutes les susdites marchandises qui formaient le commerce de la Bosnie comme appartenant aux négocians Ragusains, qui les achetaient et vendaient en commerce pour leur compte, y gagnaient les frets de Navigation pour la valeur de . . . P. 26.000 plus le bénéfice de 8% sur l'achat et la vente. 131.600

L'autre moitié doit être regardée comme marchandise de transit appartenant aux

Total. 417.500

aux Négociants Turcs et Grecs dont les Ragusains ne tiraient que le gain de fret - 26.000

De la même manière l'importation et l'exportation de l'Albanie quoique les Ragusains n'y eussent ordinairement qu'un petit intérêt de leur compte, en retirèrent cependant, d'après le plus exact relevé un bénéfice de frets et d'économie - 110.000

On doit faire mention ici de l'article du sel, qui de tout temps a été exploité au profit du Gouvernement. Les Salines de Stagno, et les bâtimeurs nationaux (qui à la fin de leur Caravane de quatre ans devaient retourner en Patrie chargés de sel pour compte du Gouvernement) en fournissaient assez pour vendre annuellement aux Turcs et Grecs limitrophes la quantité de 20 mille chevaux. Le prix du sel fut tenu très bas par maxime du Gouvernement, à fin de tirer à l'échelle de Raguse un plus grand nombre d'acheteurs, qu'y venaient toujours avec leur chevaux chargés de marchandise de la Turquie, ce qui ajoutait une grande activité dans le commerce général: en effet les seules Salines de Stagno, si l'on en voulait sacrifier deux ventes annuelles seulement à leurs réparations et agrandissement, pourraient devenir une source intarissable de l'aisance de ce Pays-ci, spécialement à cause du commerce de la Turquie qui s'augmenterait comme on l'a dit, à mesure qu'on aurait plus de sel à vendre.

Avec tout cela la vente ordinaire du sel rendait annuellement au Gouvernement un profit net de - 31.000
et ce après avoir donné le tiers du gain aux
Latus 384,500

aux autorités turques des Confins, lesquelles en vertu d'un traité spécial s'étaient obligées de tenir libres des voleurs les confins et les grandes routes du sous leur responsabilité immédiate.

Total du profit de cabotage et commerce de terre... Piastres 584.500.

Titre IX.

La navigation de long cours des Ragusains

Chap. I^{er}

La marine de Raguse de long cours

La marine des Ragusains de long cours était composée de 270 vaisseaux marchands portant 250 tonneaux environ l'un l'autre, et qui coûtant à peu près 50 mille Piastres chacun formaient un capital de Piastres 13.500,000. Ce capital les réparations et les déperissements des vaisseaux prélevé, produisait au moins 15 %, et il en résultait par conséquent un revenu annuel en argent de 2,025,000. à cette somme il faut ajouter encore les salaires d'environ 3000 matelots Ragusains, qui d'abord étaient nourris dans les Pays étrangers et qui gagnant chacun environ 500 piastres par l'année pouvaient faire passer annuellement dans leur patrie une somme de 1.500,000 P. mais nous supposons cependant qu'ils en aient gardé une partie, faisant passer dans leur patrie 1.000,000

La caisse du Gouvernement retirait annuellement:

Des Droits de Douane 26,000.

Des profits des Consulats du Levant 15,000

(Des deux impôts ordinaires sur les corps des bâtiments 54.000.

id. sur la construction des bâtiments 9.000

id. sur la vente des intérêts dans la navigation 12.000 . 116.000.

Total du profit annuel que les Ragusains

retireront de leur cabotage, commerce de

terre et navigation de long cours 9.725.500.

à déduire le déficit annuel provenant de l'a-

chat des genres et des manufactures nécessaires

27
à reporter L. 3.725.500.

qu'on n'a pas dans le Pays et qu'on tire
de l' Etranger - - - - - 1.383,750
Il en résulte un excédent actif annuel de - L. 2.339,750.

Chap.^{re} 2^e

Observations

Lors une erreur de finance la plus impardonnable les Ragusains trouvèrent la manière de faire disparaître annuellement cet énorme excédent. Ils bâtirent des maisons et firent des jardins, qui ne comptent que dans un temps de prospérité; ils défrichèrent quelques terrains qu'on ne peut cultiver que quand on a de quoi payer la main d'œuvre; ils remplirent leurs maisons de meubles étrangers, qui augmentèrent leurs besoins: et en attendant ils faisaient faire un cercle vicieux à la plus grande partie de cet excédent même, en le faisant toujours retourner en mer par son emploi dans la construction continuelle de nouveaux bâtimens. Combien seraient-ils heureux maintenant, s'ils en avaient détaché annuellement une portion pour se créer sur terre quelque ressource plus solide et moins précieuse, en suivant l'exemple de leurs ancêtres qui dans un même temps avaient su conserver une navigation assez nombreuse dans la Méditerranée, avaient fondé et soutenu des établissemens des manufactures à Raguse, et tenaient des colonies marchandes dans la Turquie européenne et des maisons de commerce dans l'Asie.

Qu'arriva-t-il donc? comme tous les meubles toute la matière des fabriques et tous les objets de construction, s'achetaient de l'Etranger, ainsi tout l'argent comptant que contenaient les bâtimens, et les maisons, sortit du Pays. Voici la donnée assurée pour résoudre les trois problèmes

/.

qu'on propose ordinairement sur la situation économique de Raguse?

Comment, dit-on, une petite population de 30 mille âmes sans des ressources physiques a-t-elle pu réunir un Capital de quatorze millions de Piastres, valeur de sa navigation de long cours? Elle le fit, en profitant du bonheur de quelques années de sa navigation florissante, et en prodiguant tous les profits annuels dans la construction de nouveaux bâtiments. Comment une petite population après tant de gain de sa navigation se trouve-t-elle actuellement sans argent et abîmée de dettes? On l'a déjà dit, que tout son argent, sorti du Pays, sans qu'il ne lui en restât que quelques maisons qui ne rendent presque rien, et quelques terrains défrichés, qu'on ne peut pas cultiver faute d'argent. Ses dettes proviennent que par une avidité de gain malentendu, ne se contentant pas d'employer son superflu dans la navigation, elle eût l'imprudence d'hypothéquer même ses biens immeubles pour des capitaux empruntés exprès afin d'augmenter avec eux ses intérêts dans la navigation, ainsi ayant perdu ses bâtiments, elle a tout-à-fait perdu ses richesses prétendues, et elle est retombée dans sa pauvreté naturelle, qui ne peut compter régulièrement sur d'autres ressources certaines que sur celles d'une épargne et d'une modération proportionnée à la modicité des productions locales. Comment remplit-elle son grand déficit annuel après la perte de sa navigation? Elle le diminue en partie par des économies en s'astreignant à des privations extraordinaires; elle en remplit une partie par la vente de tous ses bijoux, argenteries, meubles, et enfin de tout

tout ce qu'elle avait jusqu'à se réduire à une pauvreté sans exemple.

Enfin elle n'en remplit pas et n'en remplira jamais la grande partie du même déficit provenant de ses dettes antérieures et récentes, lesquelles elle ne paya pas faute de moyens qui se sont évanouis, dans la perte de ses rentes et de ses capitaux dans la marine; rentes et capitaux qui réellement représentaient les mêmes dettes, et qui par conséquent étaient les seuls destinés à y faire face.

Chap^r 3^e

Juges Du Commerce

Quant à l'ordre judiciaire en ce qui concerne commerce, le Tribunal de la première instance jugeait des droits des causes importantes de commerce en général. Le Magistrat de la navigation jugeait des causes maritimes proprement dites: et l'Office de la Douane jugeait sommairement des petites questions, des transports, noles, cargaisons, décharges et autres semblables.

Titre X^e

Agriculture de Raguse

Chap^r 1^{er}

Droits et obligations des Propriétaires et des colons

Cette partie importante de l'économie civile intéressait vivement les soins du Gouvernement. D'après les principes politiques et constitutionnels de l'Etat, les Paysans ne pouvaient posséder en propriété des biens immeubles. Se rassemblant trop de près les Barbares leurs voisins, ils avaient besoin d'être continuellement retenus, par des liens moraux, qui suppléassent à la force militaire permanente, que le Gouvernement devait épargner de toutes les manières et par maxime d'une certaine apathie politique, pour ainsi dire unisonne à la petitesse de l'Etat et par

par nécessité de la finance publique trop bornée.

On a déjà dit que la religion soutenue énergiquement par le Gouvernement avait concouru à adoucir les mœurs des Paysans.

La loi générale de l'Etat imposait des obligations sans avoir assez de force pour en assurer les Droits et l'exécution. Voilà donc que le Gouvernement a dû trouver dans la position même des choses quelque autre lien moral, et ce fut une certaine dépendance des Paysans de leurs Propriétaires territoriaux dans les seuls rapports économiques, lien qui unissait aux Paysans l'Etat d'une telle manière que moyennant cette petite dépendance d'intérêt ils s'accoutumaient à la dépendance générale envers la loi de l'Etat. Il paraissait en effet que l'une sans l'autre ne suffisait pas; telle est la nature de ces Montagnards. Encore sont-ils pauvres naturellement à cause de la stérilité et de la petitesse du territoire, et ils le sont très heureusement pour le reste du Pays! Serait-il possible de contenir des hordes de Barbares confinées à des Barbares plus fiers encore, s'ils étaient aussi riches qu'ils sont nombreux? Leur pauvreté donc ayant besoin que quelqu'un la secourût de temps à autre, le Gouvernement pour ménager ses moyens qui à la vérité n'étaient pas assez grands, institua ces tels rapports de Droits et d'obligations entre les Colons et les Propriétaires qu'ils ne formassent qu'une espèce de famille de personnes nécessaires les uns aux autres par leurs moyens et services réciproques. C'est précisément à cette précaution politique que le Gouvernement de Raguse a dû son influence constante et assurée sur la volonté et les mœurs de ces Paysans, qui en effet sont beaucoup plus

23
Doux et plus humains que des Paysans des autres Provinces
voisines. Le droit des Propriétaires sur les Paysans
dits Contadins ne portait aucune servitude per-
sonnelle, mais des conditions d'un service temporaire,
salarie et rachetable, qui est toute autre chose,
que la servitude personnelle. Un contrat réciproque
reconnu par la loi, consacré déjà par un usage
non interrompu de plusieurs siècles, fixait les
droits et les obligations du Propriétaire ainsi
que ceux du Colon de la manière suivante: Le
Propriétaire devait donner à son Colon une
maison d'habitation; le Colon devait donner pour
cela au Propriétaire quatre-vingt dix journées
de travail sur ses terres, pendant lesquelles il
était bien nourri et s'abandonnait par
le Propriétaire, que sa nourriture désignée
par la loi, compté plus que cinquante parva's
par jour. Encore ce n'était qu'une seule personne
par famille qui devait prêter ce service-là
quand même la famille du Paysan fut com-
posée de trente individus. Cependant il n'y a
à peu près qu'un seul propriétaire qui ait exigé
rigoureusement de chaque famille de ses Colons tou-
tes 90 journées; de manière que le Colon
restait parfaitement libre neuf ou dix mois
de l'année. Le Propriétaire en outre lui don-
nait un terrain équivalent à 1100 pas carrés
en surface autour de sa maison, contre une
modique redevance annuelle consistant en oeufs,
volailles, proportionnée aux produits de la terre.
Le Colon pouvait se faire remplacer dans le
service de 90 journées par un autre individu
quelconque, pourvu qu'il fût habile au dit
service. Mais ni le Colon ne pouvait abandon-
ner arbitrairement la maison et les terres de son
Propriétaire, sans y perdre le droit aux amé-

améliorations qu'il y eût fait, et ce d'après le principe de Droit qui veut que les améliorations immobilières restent au bénéfice du fond quand on n'est pas convenu autrement; ni le Propriétaire ne pouvait chasser arbitrairement de ses terres son Colon sans l'indemniser des améliorations qu'il y eût fait, et dont la jouissance par une convention tacite d'usage lui était assurée, jusqu'à ce qu'il y eût tenu une conduite honnête et diligente; voici donc vérifiée la condition de service rachetable.

Le produit des autres terres du même Propriétaire cultivées par son Colon, se partageait entre lui et le Propriétaire à portions contractées de commun accord entre eux.

D'après ces principes le Gouvernement avait cru convenable et nécessaire de permettre que les Propriétaires pussent châtier par eux-mêmes la désobéissance de leurs Colons par des petites peines, consistant ou en quelques jours de prison ou en un dédommagement de quelques journées d'huissiers ou soldat qu'on expédiait à la maison du Colon d'ordre du Tribunal par instance du Propriétaire à fin de le contraindre à la protestation du service ou rédevance retardée. La distance des villages, la rareté de la main d'œuvre, la nécessité qu'on en avait firent adopter cette mesure, comme la seule convenable et efficace pour faciliter les opérations de l'agriculture, et y conserver le bon ordre. D'ailleurs cette mesure modérée et prompte épargnait aux Colons mêmes tant de journées perdues, de longs voyages, de dépenses judiciaires, qui leur aurait coûté une citation formelle, et des ajournemens personnels aux Tribunaux ordinaires, peines et dépenses bien plus pesantes, que celle d'une simple contrainte

contrainte ou intimidation faite chez eux par un huissier ou soldat. La loi encore ne pouvait pas supposer qu'un Propriétaire pour peu raisonnable qu'il fût, se serait jamais porté à affaiblir trop son Colon puisque tout dommage ou affaiblissement de celui-ci allait retomber sur le Propriétaire même. Vraiment on n'en a vu que très peu d'abus de ce genre. Dans tous les cas la loi tenait ouverts les Tribunaux aux plaintes des Colons, comme à celles des Propriétaires, et on a des exemples que les Tribunaux firent justice prompte à chaque réclamant.

Conséquent à sa maxime constitutionnelle, le Gouvernement conservait ainsi dans l'esprit du Tatarsan barbare cette dépendance privée et de détail pour ainsi dire qui l'accoutumait doucement comme on le dit, à la dépendance générale, envers la loi, ce qui constituait la sûreté et la tranquillité de l'Etat. Il assurait en outre de cette manière la subsistance générale, en assurant la culture des terres des Propriétaires; c'est de là que les ~~maux~~ biens immeubles ont une valeur qu'ils n'auraient certainement pas, si les Propriétaires n'étaient pas sûrs de pouvoir les soutenir par la main d'œuvre nécessaire. C'est pour cela que dans l'évaluation ordinaire des biens de l'Etat, une maison de Colon était appréciée 500 jus qu'à 1000 Ducats, en égard à ses obligations. Que le Colon reste délivré pour un moment des susdites obligations, il arrivera que les biens immeubles se réduiront à la moitié de leur valeur primitive; les terres des Propriétaires, c'est à dire la plus grande partie du territoire, resteront sans culture faute de la main d'œuvre; l'agriculture générale s'affaiblira de jour en jour manquant du soutien principal des Propriétaires, devenus pauvres par la

la même raison et l'économie de la population entière en souffrira radicalement. Qui est-ce qui pourrait en outre prévoir ou prédire les conséquences incommodes d'une émancipation soudaine de ces Paysans, sorte de Barbares contre lesquels même la force militaire n'obtient que difficilement des succès?

Les Paysans n'avaient d'autre obligation directe envers le Gouvernement que de lui donner le bras par corvées à l'occasion des travaux publics, et des expéditions ou exécutions extraordinaires, et de contribuer annuellement par des petites prestations au maintien des Curés et des Représentants publics dans les villages respectifs.

Il est à propos d'ajouter à cet article quelques observations sur une erreur de fait qui se glisse souvent dans l'interprétation du caractère de la servitude champêtre de ce Pays-ci. Il est d'usage ici comme ailleurs que les Propriétaires et les habitants aisés de la ville aient à leur service domestique des garçons ou des filles paysannes. Quelqu'un mal informé a voulu en déduire que les Propriétaires voulaient se faire un droit de tel service contre leurs Colons. Cela n'est pas vrai absolument. Les Propriétaires n'ont aucun droit pour le service domestique sur le personnel des enfants de leurs Colons; ils ne l'ont jamais eu d'après la loi, et ils ne l'ont pas même jamais prétendu. Or, quelqu'un, ne connaissant assez la loi, s'est avisé de le prétendre quelquefois le Tribunal le reconduit à son devoir toute de suite. Les Paysans cependant, ayant une famille nombreuse, de très bon gré donnaient quelque'un de leurs enfants au service domestique ou du Propriétaire territorial, ou de tout autre habitant aisé de la ville; il s'en suivait de là, que le domestique ou

ou la servante paysanne recevaient chez le Propriétaire une nouvelle existence, habillés, élevés, payés et après une dizaine d'années congédiés honnêtement ils se choisissaient une situation commode et civile parmi les habitants de la ville pour toute leur vie.

En effet une grande partie des Capitaines de la marine Ragusaise, des meilleurs artisans, et plusieurs Ecclesiastiques même et un grand nombre de nouveaux citoyens ou eux personnellement ou leurs pères commencèrent leur fortune par être Domestiques chez leurs Propriétaires territoriaux, qui leur donnaient les moyens de se produire et avancer. Un grand nombre aussi des femmes des Capitaines, des Négociants et des hommes aisés de la ville ne furent que des servantes, qui chez leurs Propriétaires territoriaux reçurent ~~leur~~ l'éducation et les moyens qui les mirent à même de changer et améliorer leur éducation.

Si l'on veut objecter quelque abus, ce sera objecter au monde la corruption humaine qui malheureusement abuse quelquefois des choses les plus saintes et les plus légitimes.

Ce qui est sur et certain, c'est que cet usage même valait à rapprocher et serrer de plus en plus les bonnes relations entre les habitants de la ville et ceux de la campagne, dès que les pères, les frères et les femmes paysannes trouvaient en ville des enfants et des parents civilisés et aisés qui les aidaient et conseillaient en toute occasion.

Titre XI^{er} L'Instruction publique à Raguse. Chapitre I^{er}

Etablissement de l'éducation morale et littéraire.

Après l'abolition des Jésuites qui occupèrent pour longtemps l'Établissement de l'éducation publique de Raguse, le Gouvernement demanda et obtint du Général des Ecoles de Rome

15
Rome une Congrégation religieuse composée d'un Supérieur ou Recteur, d'un Maître d'esprit ou Directeur de conscience, de trois Professeurs et deux convers de service, qui rétablirent et continuèrent jusqu'à nos jours avec très grand succès l'important ouvrage de l'Instruction Publique.

Le Gouvernement leur donna en propriété le Collège de S^t Ignace, édifice magnifique et le plus bel Ornement de la ville, une Bibliothèque de quelque considération et une maison de campagne à Gravona, et il leur fixa l'honoraire de 1400 écus romains, équivalents environ à huit mille Piastres d'aujourd'hui, payable de semestre en semestre anticipé.

Cette Congrégation religieuse s'obligea envers le Gouvernement, de donner l'éducation morale et littéraire à toute la jeunesse qui fréquenterait les écoles publiques. Il y avait pour cela une école de philosophie; dans laquelle on enseignait les mathématiques, la Physique, la philosophie en général; une école d'éloquence où commençant par les principes de la haute humanité, on finissait par l'exercice dans tous les arts d'un parfait Orateur et Poète d'après les exemplaires classiques grecs et romains qu'on expliquait journellement; une école d'humanités proprement dite où après avoir terminé l'étude de la haute Grammaire italienne et latine; on enseignait les premiers éléments de l'éloquence; une école de la grammaire proprement dite, et la dernière école où l'on enseignait à lire et à écrire, et l'on donnait les principales règles d'arithmétique. Les Professeurs des trois premières écoles étaient des Religieux distingués du même Ordre, ceux des deux dernières écoles, étaient ordinairement des Prêtres du Pays choisis à volonté de la même Congrégation religieuse, et ce pour la meilleure intelligence des ~~leurs~~ études enfants, qui dans le

15
le commencement de leurs études ne comprenaient que la langue illyrienne (: Slave :). La Congrégation religieuse était obligée en outre d'administrer les sacrements et la prédication dans des jours fixés dans l'église de S^t Ignace, ainsi que de suppléer à la dépense des réparations ordinaires du Collège de la dite Eglise, et de la maison de Gravosa, de la conservation de la Bibliothèque et des Voyages des Religieux).

Le Gouvernement ne cessa jamais de soutenir de tout son pouvoir et de protéger cet établissement dont dépendait la première source du bonheur Public, et qui vraiment contribua infiniment à la conservation de la religion et de bonnes mœurs du Pays, et auquel on doit d'une manière spéciale cette culture d'esprit qui distingue depuis longtemps la petite population de Raguse, ainsi que tant de grands hommes morts et vivants qui illustrent et ont illustré la Patrie.

Chap. 2^d Drogmans. (: Interprètes :)

Le Gouvernement en outre tenait presque tous les jours au Levant deux ou trois jeunes gens, qui étudiaient les langues Orientales. Il leur payait toute la dépense de leurs études pendant lesquels il gratifiait encore leur famille à Raguse par l'assignation annuelle de deux cents Liastres. La nécessité d'avoir de bons Drogmans ou Interprètes dans les relations continuelles du Gouvernement avec la Turquie lui avait fait adopter et pratiquer cette mesure.

Chap. 3^e Médecins et Chirurgiens.

Deux jeunes gens étudiaient aussi la médecine.

et deux autres la Chirurgie en Italie aux dépens
du Gouvernement; cette méthode constamment pra-
tiquée a procuré au Pays des Professeurs excellents
en tout temps.

Chap. 4^e

Avocats

On avait établi à Raguse une école de Lois,
où un des meilleurs avocats Romains donnait
journallement des leçons publiques et gratuites de
Jurisprudence.

Chap. 5^e

Les Beaux-Arts

On avait finalement un ou deux jeunes gens
qui étudiaient à Rome la Peinture quelq'un
à Naples qui étudiait la Musique, d'autres
qui apprenaient l'art du monnoyeur, apothé-
caire &c et tout cela aux dépens du Gouverne-
ment, et d'après une maxime adoptée depuis
long temps, que toutes les fois qu'il se montrait
aux écoles publiques des talents distingués et
décidés pour quelq' art, ou science, le Gou-
vernement se hâtait de leur fournir les mo-
yens pour le développement de leur génie au
profit général et particulier. Un maître de
Chapelle ou quelq' autre professeur de la
musique, était obligé aussi de donner des
leçons gratuites aux jeunes gens pauvres
du Pays, qui en voulaient se faire une
profession.

Titre XII

La Bienfaisance Publique de Raguse.

Chapitre 1^{er}

Les Hôpitaux de Raguse

Hospice des Malades

Les malades, les enfans trouvés et les pauvres
eurent de tout temps, et dans tous les Pays

Droit à la bienfaisance Publique.

Il y avait à Raguse un Hôpital nommé Domus Christi où l'on recevait toutes sortes de malades pauvres. On leur donnait un lit suffisant, une ration journalière, les médicaments et tous les services nécessaires. Les médecins et Chirurgiens payés par le Gouvernement étaient obligés de soigner tour à tour les malades, un ecclésiastique exemplaire logé dans l'hôpital même faisait les fonctions de Directeur temporel et spirituel des malades. Un Magistrat et trois Sénateurs surveillaient à l'administration et au bon ordre de l'établissement.

Le nombre journalier des malades était de trente à quarante à peu près, selon un calcul approximatif de plusieurs années.

La Rente fixe de l'Hôpital n'était que de six-mille piastres annuelles, qui étaient le revenu de plusieurs Capitaux constitués à rente sur l'hypothèque des Biens immeubles des Particuliers, y compris la Rente annuelle de quelques Capitaux placés aux Monts d'Italie et des redevances anciennes de Gouvernement suppléait de ce qu'il pouvait manquer pour la subsistance du dit Hôpital. Les dépenses se montaient à sept ou huit millions ducats par an à peu près.

Chap. 2^e

Hospice des Enfants trouvés.

Les Enfants ~~trouvés~~ abandonnés avaient leur asile dans l'Hôpital nommé : de la Miséricorde : on y recevait indistinctement tous les bâtards, qu'on présentait. Après leur avoir administré le baptême en cas qu'ils ne l'eussent

l'eussent pas reçu auparavant après les avoir emmaillés en bon linge et fait soigner par les médecins s'ils en avaient besoin, on les distribuait aux nourrices des campagnes auxquelles on payait cinq grossets équivalents à 19 centimes et 18 millimes de franc pour chaque journée. On payait en outre aux nourrices une gratification de 23 Piastres tous les trois ans dans lesquels elles avaient nourri un enfant. Les enfants restaient jusqu'à l'âge de sept ans accomplis à la charge du Gouvernement auprès des dites nourrices : après lequel terme on les nourrisseurs mêmes les prenaient en famille par une espèce d'adoption, ou le Gouvernement leur faisait apprendre quelque métier, ou bien les faisait passer dans la Carrière de la navigation nationale, par les soins du Magistrat délégué à la surveillance et à l'administration du dit Hôpital.

Le nombre journalier des Enfants trouvés à la charge du Gouvernement se montait jusqu'à 225, mais il se peut porter leur nombre jusqu'à 250, quelquefois par an. La dépense annuelle de l'entretien de l'Hôpital, des Employés appointements des Employés, et des journées des nourrices, était ordinairement de quinze mille ducats Ragusains, équivalents à 23 Mille francs par an.

Cet Hôpital n'avait aucune rente propre à lui. Le Gouvernement l'entretenait entièrement aux dépens de la caisse Publique, et avec une telle ponctualité et empressement même, que la loi constitutionnelle défendait expressément au Sénat de ne rien proposer.

proposer ou traiter dans sa première séance de chaque mois, avant qu'il n'eût préalablement décrété et soldé les dépenses de l'Hôpital des Enfants trouvés du mois précédent.

Chap^{re} 3^{ème}

Pour les Pauvres Mendians.

Pour ce qui est des Pauvres, ceux-ci ordinairement se divisent en Pauvres Mendians, et en Pauvres honteux ou invalides. Les Mendians avaient à Raguse l'asile dans quatre maisons de charité établies depuis long-temps, où on leur fournissait l'habitation, un lit suffisant et quelques aumônes fixes en certains jours de l'an.

Chap^{re} 4^{ème}

Le secours à domicile.

pour les Pauvres honteux et invalides.

Les Pauvres honteux et invalides étaient secourus par des aumônes domiciliaires par des Administrations Pies.

Ces Administrations étaient confiées aux Trésoriers du Gouvernement et aux Confréries de l'Etat, les uns et les autres administraient des Capitaux et des Biens-fonds que des Testateurs privés avaient légué en faveur des Pauvres.

Le Gouvernement bien loin d'attenter jamais sous aucun prétexte contre le droit de propriété particulière de ces legs, y envisageait au contraire comme un gage d'union sacrée, entre les Riches et les pauvres, et comme une contribution spontanée et vertueuse des uns envers des autres qui déchargeait la Caisse Publique du grand devoir de soulager à ses dépens la classe indigente du Pays.

C'est pour cela que les Trésoriers et les

et les Confréries D'après les Dispositions Testamentaires employaient scrupuleusement dans l'année la rente des Dits Capitaux dans l'exécution de Diverses Oeuvres Pies ordonnées, c'est à dire une portion en aumônes de messes, une portion au rachat des esclaves, une autre en pensions des invalides, et la plus grande secours domiciliaires.

Cette rente des Oeuvres Pies, se montait annuellement à quatre-vingt mille ducats environ; ainsi dans une population si petite et avec des moyens si considérables, il n'y avait aucune classe de pauvres qui pût rester négligée; c'était un suc vital qui circulait dans les veines de l'Etat entier.

Chaque des susdites Administrations avait un Magistrat special ou des Représentants du Gouvernement, qui veillaient au bon ordre et à l'exécution exacte de la volonté des Testateurs, qui en furent les véritables Propriétaires.

Les Français ayant incorporé au Domaine la plus grande partie de ces fonds des Oeuvres Pies, et ayant changé arbitrairement l'emploi de l'autre, les Pauvres restèrent sans secours, le Culte sans ressource, et la volonté des Testateurs sans exécution!

Chap^e 5^e

Le Mont de Piété.

Les Pauvres de toutes les classes trouvaient dans cet établissement de la Piété Publique une grande ressource dans les circonstances difficiles de leur situation.

Le Gouvernement institua le Mont de Piété à deux objets principaux: 1^o afin de faciliter et apaiser un soulagement aux Pauvres dans leurs besoins urgents. 2^o afin

D'ôter à l'avarice des riches l'occasion de faire par des usures le surcroît de leur propre fortune sur la ruine et le sang des Pauvres.

À l'époque de la première institution du Mont le Gouvernement établit une Magistrature composée de trois Conseillers du même Gouvernement, auxquels il confia à titre d'emprunt une somme assez considérable. Cette somme était distribuée à petites parties aux requérants de toute classe de personnes, qui contre la somme empruntée déposaient au Mont un gage en effets d'or ou d'argent, ou de bijoux, qui fussent évalués par l'essayeur Public un tiers de plus que la somme empruntée. Le preneur devait payer au Mont l'intérêt annuel de 4 pour cent. Avec une portion de la rente de ces intérêts le Mont payait les appointements des Commis, Essayeur, Huissiers &c. et la portion restante était versée dans la Caisse du Gouvernement en compte de restitution du premier Capital susdit. Sitôt que le Mont eût restitué au Gouvernement tout le Capital de la primitive institution, il commençait à convertir en Capital les avances de la rente annuelle des susdits intérêts par des nouvelles prestations en augmentation des premières, et ainsi successivement de manière qu'en peu de temps le Capital du Mont s'était accru considérablement, et par là s'étaient accrues les facilités et le soulagement pour les besoins des Pauvres. Le dit Capital avec ses rentes était censé inviolable et sacré de tout temps: il ne pouvait avoir d'autre destination que celle pour laquelle il

il fut institué.

La Régence française peu de jours avant qu'elle sortit de Raguse, fit vendre précipitamment à l'Encan tous les gages, dissout tout-à-fait l'établissement, et en emporta tout le Capital !

Table des matières

Titre I^r

La Constitution politique et civile de l'Ex-République
de Raguse

Page.

Chapitre 1^r

Les Conseils du Gouvernement.

Chap. 2^e

Le Grand Conseil.

Chap. 3^e

Le Sénat.

Chap. 4^e

Le Conseil Mineur.

Chap. 5^e

Le Recteur.

Chap. 6^e

Les Provediteurs.

Chap. 7^e

Les Secrétares de la République.

Titre II.

L'Ordre Judiciaire.

Chapitre 1^r

Les Juges du Tribunal.

Chap. 2^e

Les Juges Civils.

Titre III.

La Finance Publique.

Chapitre 1^r

Les Trésoriers.

Chap. 2^e

Les Caissiers.

Chap. 3^e

Le Magistrat sur le Sel.

Chap. 4^e

Le Magistrat sur les Consolats du Levant.

Chapitre 5^e

Le Magistrat sur la Navigation

pag.

Chap. 6^e

Idem sur les cinq Raisons

Chap. 7^e

" " la Douane

Chap. 8^e

" " les Vins

Chap. 9^e

Office de la Monnaie

Chap. 10^e

Etat des Rentes annuelles.

Chap. 11^e

Idem des Dépenses annuelles.

Titre IV.

La Force militaire

Les Provéditeurs des Gardes.

Titre V.

Le Culte

Religion, Culte Dominant, Eglises, Clergé,
Ordres réguliers, Confréries.

Titre VI.

Approvisionnement de la Ville

Chap. 1^e

Le Magistrat sur les vivres. — Blé

Chap. 2^e

Huile

Chap. 3.

Vin

Titre VII.

La Santé Publique.

Chap. 1^e

Le Magistrat sur la Santé

Chap. 2^e

La Peste aux Confins.

Chap. 3.
La Peste en Pays maritime

Chap. 4.
" " dans le District

Chap. 5.
Les Batiments empestés

Chap. 6.
Nature des fonds qu'on fournissait pour
les Dépenses du Cordon

Chap. 7.
Patentes de Santé

Titre VIII

Le Commerce de Raguse

Chap. 1.
La nature du sol, la Population, et
la situation de Raguse

Chap. 2.
Les Productions territoriales

Chap. 3.
Les besoins en genres étrangers

Chap. 4.
Le Cabotage

Chap. 5.
Le Commerce avec la Turquie

Titre IX

La Navigation de long cours

Chap. 1.
La Marine de long cours

Chap. 2.
Observations

Chap. 3.
Sujets de Commerce

Titre X

L'Agriculture de l'Etat de Raguse

Droits et obligations des Propriétaires et des
Colons considérés d'après les principes politiques
et économiques de l'Etat. page

Titre XI.

L'Instruction publique

Chap^r 1^r

L'éducation morale et littéraire

Chap^r 2^o

des Dragomans

Chap^r 3^o

„ Médecins et chirurgiens

Chap^r 4^o

„ Avocats

Chap^r 5^o

„ Elèves aux beaux arts

Titre XII.

La Bienfaisance publique.

Les Hôpitaux de Ragusa.

Chap^r 1^r

L'Hospice des malades

Chap^r 2^o

des Enfants trouvés

Chap^r 3^o

„ Pauvres mendiants

Chap^r 4^o

Le Secours à domicile pour les Pauvres
kontux et invalides

Chap^r 5^o

Le Mont de Piété



Preface

Cet ouvrage basé sur des Dates exactes confiées par M.^r de Peterev, noble Ragusain en 1837, à moi à condition de ne pas les publier qu'après sa mort — possède une teneur à l'être par le mérite d'avoir été fait sur un manuscrit arrangé par un homme qui connaissait à fond son pays et le système de Gouvernement qui l'a régi pendant des siècles.

Dans notre temps où l'on a vu une infinité de constitutions surgir, je ne crois de ne pas être sans intérêt à connaître aussi la forme du Gouvernement d'une petite République, qui sut pendant des siècles, et environnée de deux Etats considérables, se maintenir et de prospérer, jusqu'à l'apparition d'un grand homme, auquel ne résistèrent que par ses efforts réunis des Nations entières. Napoléon voulut mettre le pied sur les côtes orientales de la mer adriatique, et ne voulut s'y trouver gêné. — Ragusa isolé dut disparaître et fut sacrifiée. — Devenue Province de la Dalmatie sous la domination autrichienne, elle souffre d'un mal qui lui fut comme République indépendante un bien; celui d'avoir été isolé sur deux points du territoire Vénétien. Sous la Domination Française cet inconvénient avait disparu et aurait pu être facilement évité pour toujours — puisque le Gouvernement Turc n'y mettait aucun prix. La libre communication avec la Naventia et le territoire de Cattaro en est gêné.

L'Aristocratie a perdu toutes ses richesses par les conséquences de l'occupation de son territoire par les Français, qui se sont emparés des capitaux placés sur les Banques de Rome, Gênes et de Venise, et par les Anglais qui s'emparèrent pendant la guerre avec les Français de tous les bâtimens marchands dispersés partout comme neutres. Le Gouvernement autrichien apprécia la ruine de ces familles, et donna depuis l'occupation de cette ville à tous les membres de familles nobles une sustentation journalière, qui est toujours une sorte d'indemnité, si modique qu'elle soit; aussi peut-on dire, que les Ragusains sont très attachés à l'Autriche, qui peut compter sur leur attachement loyal et sincère.

C'est dommage que le Gouvernement autrichien n'en cherche pas à tirer plus d'avantage surtout pour sa marine, pour laquelle elle y trouverait beaucoup de sympathies et de ressources, car les Ragusains sont de braves et bons Marins. La vie frugale et rustique qu'ils mènent ces armes qu'ils ne quittent jamais, et qui constituent leur bien le plus cher, semblables sur ces deux points à leurs redoutables voisins: tout cela doit être la garantie de leur valeur, et les faire tenir à haut prix par leurs maîtres.

C'est de la Dalmatie surtout de Raguse et de Cattaro que la Marine autrichienne devrait se recruter et non de la terre-ferme de Venise. Le fameux Port de Gravosa, près de Raguse, mérite une plus grande

attention et une école nautique y serait bien à sa place pour la Dalmatie et plus à propos qu'un lycée.

Un des grands avantages dont la nature a si favorisé Raguse, c'est son Climat. C'est sans contredit le meilleur, le plus agréable et le plus sain de toute la Monarchie autrichienne.

On ne saurait nier que l'influence des climats n'agisse puissamment sur le caractère des peuples. Dans les contrées vivifiées par le soleil ce grand agent de la nature imprime plus d'activité aux facultés morales de l'homme, réchauffe son âme, embroûle son génie, lui donne des sentimens plus vifs, une conception plus prompte, une intelligence plus fine et des passions plus fougueuses. Cependant l'on remarque que le sang de Ragusains est moins inflammable que celui des Italiens, dont le pays est aussi Vulcanisé, et l'on est engagé à l'attribuer à la race Slave à laquelle les Ragusains appartiennent. La religion Catholique à laquelle ils tiennent avec grand dévouement les a rendus plus doux et les porte rarement à des excès de viles rancunes et à l'assassinat : c'est toujours la vengeance et selon les préjugés nationaux répandus parmi toutes les races Orientales, ce motif justifie le meurtre. Ce genre d'omicide est à leurs yeux ce que le Duel est aux nôtres. En résumé le caractère du Ragusain se distingue avantageusement parmi ses voisins. Les Français donnaient par dérision à la Ville de Raguse le nom de Paris de la Dalmatie, l'urbanité qu'on y trouve, l'instruction et le genre de vie

de vie qu'ils mènent ne pouvait pas manquer
de le leur faire appliquer. On reproche aux Ra.
gusamis seulement de l'attacher trop d'importance
à leurs titres de noblesse, mais ce léger défaut
disparaît à côté des qualités dont ils ont l'
esprit orné.

Je crois de mon devoir d'ajouter que c'est à
M. Betera que je dois laisser tout le mérite du
travail et de ne pas revendiquer pour moi que
le soin de les avoir réunis pour former un Ensemble,
et le droit de faire connaître cet homme respectable
au monde littéraire.

Sienne, 1852.

Le Comte Fedor Karacsay

Raguse

L'élavées par les eaux pluviales les montagnes
 de la Dalmatie de Raguse et de l'Albanie
 autrichienne montrent aujourd'hui leurs ro-
 chers à nu, comme une preuve effrayante de
 ce qu'il est capable de produire l'incurie
 jointe à la malversation.
 Les sources ne se repandent plus avec abon-
 dance à la surface de son sol, comme
 on doit s'y attendre d'après la spoliation
 qu'il a soufferte. Cette disette peut encore
 être attribuée à la disposition inclinée de
 ses couches calcaires qui ne peuvent man-
 quer de favoriser la filtration à l'intérieur
 ainsi qu'à la rareté des neiges qui s'arrêtent
 sur cette contrée.
 Ses montagnes dépourvues aujourd'hui et coa-
 verces autrefois de forêts immenses atténuant
 la rapacité des Propriétaires du Sol.
 Je ne vanterai pas l'industrie et la diligence
 de ceux qui habitent les campagnes; je
 pousserai même la sincérité jusqu'à adresser
 des reproches aux citadins sur leur peu d'em-
 pressement à encourager les travaux de leurs

Colons qu'ils pourraient tirer d'une apathie
plutôt contractée que naturelle, en leur
révélant le secret de l'agronomie et en
éveillant chez eux l'amour du travail,
ainsi que le desir du gain au moyen
de ces commodités de la vie, que l'homme
des champs peut connaître sans danger.
Je me récrierai encore sur l'inégalité des
fortunes dans le partage desquelles le
cultivateur a aujourd'hui une si mince
portion, que tenant faiblement au sol, les
émigrations appauvrissent chaque jour la
population. On voit jusqu'ici que la
mauvaise administration politique et ru-
rale recueille tous ces reproches, qui d'un
autre côté sont les garants de ma fran-
chise. On peut y ajouter les fréquents
changements de condition, dont les désordres
sont une conséquence inévitable. Mais
il est temps de repasser par des éloges me-
rités les vérités peut-être un peu dures
— qu'à regret je viens d'adresser à ce pays.
Qu'on n'aille pas croire — comme
quelques uns le disent — que le sol de ces côtes
n'offre partout que des rochers stériles, de-
vorés par un soleil brûlant; combien de coins

de terre où la nature a pris plaisir à étaler,
 ainsi que dans les plus riantes contrées, ses
 charmes les plus séducteurs. A l'appui de cette
 assertion je citerai les belles campagnes dans
 les vallées d'Ombla et Breno, situées aux pieds
 des monts interposés entre la Merzégoune et
 la côte de Raguse; celle de Berzucine et la
 nassa, entre Mano et Raguse également fer-
 tile et attrayante par son air de fraîcheur;
 la belle situation de Gravosa et le plus grand
 nombre des semées sur la longueur de la côte
 où le myrte et le laurier croissant à côté des
 Grenadiers, des oliviers et de la vigne; la côte
 elle-même ombragée de figuiers, d'orangers,
 de jujubiers et de tous les autres arbres qui
 prospèrent sous le ciel le plus favorable à leur
 végétation.

Aur-il jamais un ciel plus constant que celui
 de Raguse et quelle contrée peut se vanter
 d'être moins qu'elle attristée par des jours
 nébuleux? Là, l'hirondelle et l'alloette
 gazonnent quand les rigueurs de la saison
 les chassent des autres climats; et de même
 que l'hiver y est tardif, le printemps y est
 également précoce. Ces violettes que le mois
 de Janvier voit éclore, en sont la preuve
 irrécusable; et ceux qui les ont cueillies, goûtant

2/
alors tous les charmes de la belle Saison, devraient-ils oublier qu'à la même époque les frimas font porter le deuil à beaucoup d'autres contrées, et retiennent dans des cellules bien fermées leurs habitants.

On devine aisément que la terre fécondée par un soleil aussi amoureux, doit annoncer par la nature de ses productions, cette douce influence. En effet, la vigne ne donne nulle part des raisins aussi exquis, et un vin plus généreux; nulle part la figue n'est plus sucrée, et l'olivier ne rend avec plus de libéralité une liqueur plus onctueuse. Les rochers stériles en apparence nourrissent cependant des plantes aromatisées, que de nombreux troupeaux partagent avec une prodigieuse quantité de gibier dont la chair est exquise. La mer n'est pas moins féconde en pâturages, qui attirent les espèces les plus distinguées des habitants de l'onde, et fournissent à ceux de la côte la majeure part de leur subsistance.

A chaque pas le Navigateur rencontre dans ces parages des ports spacieux, où les flottes les plus nombreuses seraient à l'abri de tous les vents. Nulle part ailleurs ces asiles multipliés ne sont mieux garantis, et même pourvus

2 /
pourvus avec plus de soin des avantages qui con-
tribuent à leur mérite. Les nommer tous serait
trop long; je me contenterai de citer le port
de Gravosa près de Raguse, qui excepté celui
de Cattaro, n'est pas leur pareil. Je pourrai en
ajouter tant d'autres, qui sans être doués d'a-
vantages aussi brillants, sauraient se faire appre-
cier partout ailleurs que sur une côte si abon-
dante en abris.

À présent si l'on envisage le caractère du peuple
qui habite ce pays, on ne pourra lui refuser
ces vertus hospitalières et patriarcales, qui
ont fait donner le nom d'âge d'or aux pre-
miers siècles du monde. L'étranger égaré
sur ces monts ou ces plages, a-t-il jamais
abordé l'humble cabane d'un de ces êtres
qui ne connaissent encore ni les biens, ni les
inconvenients de la civilisation sans que le
Chef de la famille ne soit venu au devant
de son hôte, et ne lui ait offert ou le lait
de son troupeau ou le produit de sa vigne
et de son champ? — Sachons respecter la
vertu, partout où elle existe, et soyons d'au-
tant plus reconnaissants envers la bienfai-
sance, que ses dons sont moins ou à la superfluité.
Les Romains vantaient déjà pour
leur bravoure les légions illyriennes, et nous

et nous avons été à même de nous convaincre
au champ de l'honneur, que chez cette
nation les vertus guerrières sont loin
d'avoir dégénéré. Le port noble et
fier des individus qui la composent; leur
constitution physique à l'épreuve de toutes
les privations et de toutes les rigueurs at-
mosphériques; la vie frugale et austère qu'
ils mènent; ces armes qu'ils ne quittent ja-
mais, et qui constituent leur bien le plus
cher, semblables sur ces deux points à leurs
redoutables voisins: tout cela doit être la
garantie de leur valeur, et les faire tenir
à haut prix par leurs maîtres. Quelle
recette abondante offre à l'observateur
ce peuple séparé des autres par ses mœurs
et ses usages!

La chaîne des montagnes qui sépare le
territoire de Raguse de l'Herzégovine
est une branche de la grande ramifica-
tion qui sous le nom ancien des Alpes Ju-
liennes — puis plus tard comme Haemus
ou Balkan se dirige vers la mer noire,
partout couverte sur toute sa surface
d'aspérités — souvent très prononcées;
la nature de sa formation est calcaire,
et seulement dans ses points les plus élevés,

et seulement dans ses points les plus élevés
on trouve des masses de granite.

Il est aisé de reconnaître à la nature des
pierres détachées qui hérissent le revers
des monts; aux enfoncements multipliés que
la côte présente; au contact immédiat de
la mer avec le pied des hauteurs, ainsi qu'à
cette continuité de portions détachées du
continent, qui s'étendent sur toute la lon-
gueur de ce littoral: il est aisé de recon-
naître, à ces indices non équivoques, que le
sol a été tourmenté fortement par les
eaux, et peut-être même par les feux
souterrains dans ces révolutions que le globe
a subies antérieurement à notre âge,
lorsque les mers n'avaient point encore
de lits déterminés; que séparées l'une
de l'autre elles travaillaient à se rejoin-
dre, et s'ouvraient ces passages au moyen
desquels l'équilibre s'établit en un
instant entre leurs masses liquides, par
un déversement funeste aux contrées si-
tuées au dessous du point de nivellement.

Mais on ne remarque point dans la con-
figuration cette régularité avec laquelle
procède la nature lorsqu'elle n'est pas
contrariée dans sa marche ordinaire, et

et les loix qu'elle s'est faite. Arrivée à des écartés, on ne retrouve plus chez elle de plan, plus aucune intention déterminée; là sont des fondrières; plus loin des bassins sans débouchés qui servent de réceptacles à des eaux stagnantes ou bien qui sont tellement sinueux et incertains dans leur direction, que pour les deviner il faut arriver avec eux jusqu'à leur confluent. Et sa surface le sol présente fréquemment des rochers froids à déraciner; sous lesquels on trouve une terre rougeâtre qui invite la vigne et lui fournit les suc les plus substantiels.

La population de Raguse s'élève à peu près à 38.000 âmes. Cette Province forme maintenant un Circle de la Dalmatie. Le commerce d'exportation consiste en huile, en figues seches, poissons salés (sardalles), castradines (moutons salés) et du vin exquis, qui passent dans les ports d'Italie. Elle a recours à cette dernière pour des objets manufacturés, du riz et de grains que son sol ne produit pas en raison de sa consommation. La Turquie lui donne des bestiaux, du miel, de la cire et de la laine. Raguse acquitte ces envois avec du sel tiré des salines de Stagno; en revanche les Turcs laissent ce qu'ils gagnent pour acheter du sel et des articles manufacturés au bazar de

de Raguse.

Une route principale manque à cette Province; on ne peut aller en carosse que jusqu'à la Naventa — tout au plus mal jusqu'à la vallée d'Ombla! Les facilités offertes par la mer, ainsi que la pratique des transports à dos de mulets ou petits chevaux, avaient porté naturellement à négliger les grands chemins; les chemins vicinaux, quelque fois à peine tracés, sont souvent en apparence impraticables, mais les chevaux du pays s'en tirent sans faire des faux pas.

Le Gouvernement autrichien usa envers toute la Dalmatie d'un régime paternel. Sous son premier règne commencèrent déjà à s'ouvrir quelques communications dont le système, considérablement agrandi par les Français, laisse espérer son perfectionnement avec le temps dans ces contrées. Pour accomplir ce projet libéral, suggéré par la civilisation elle-même, à l'exemple des Généraux de Rome, le Maréchal de Marmont mit à profit les loisirs d'une petite armée, qui pendant trois années attendait vainement les destinées qui lui étaient promises, mais qui à leur défaut, finit par s'en créer d'autres non moins honorables d'avoir bâti des routes à l'instar des légions romaines.

Il est dommage que les troupes allemandes

ont une aversion pour ce genre d'exercice, qu'on regarde en Autriche au dessous de la dignité d'un militaire et faisant perdre la tenue et l'habileté du soldat, que l'on fatigue toute l'année à se peiner des évolutions souvent au dépens de sa santé et sans en faire autre chose qu'une machine.

Combien des routes véritablement romaines n'aurait-on pas pu faire depuis la paix de 1815 jusqu'à notre époque, en y employant une partie au moins des garnisons dans ce pays-ci. Le Gouvernement manque de fonds pour ces travaux et comme il est passif et ne peut pas parvenir à faire équilibrer la dépense avec la recette de manière à ce qu'il parvienne à subvenir sans secours de Vienne à ses propres besoins, il y a peu d'espoir de voir tracer des grandes routes commerciales; — sans y employer les troupes on n'y parviendra jamais.

Revenons à la partie géographique et ethnographique.

Les mœurs des citoyens sont douces, surtout celles des gens de la bonne compagnie, qui choisissent Milan et Venise pour modèles. Une imagination vive et brillante les caractérise. Amans des plaisirs et peut-être un peu trop de la représentation, ils ont de la libéralité, s'écartent encore des Italiens sur l'article de la table, qui a pour eux des charmes, et à la quelle

ils sont assés avec cordialité les étrangers. Les femmes sont dès leur enfance familiarisées avec les soins domestiques, et elles apprennent à être mères de famille, ménagères sans que ces vertus nuisent en rien à l'amabilité qu'elles pourraient professer avec autant de succès que celles qui font de ce talent leur seule occupation. Les bals, les théâtres, les petites sociétés les familiarisent avec toutes les manières de la bonne compagnie, et à ce premier avantage, fruit de l'éducation, elles joignent encore ceux non moins séduisants que la nature libérale se plaît à accorder à leur sexe.

Les mœurs de l'habitant de la campagne sont au contraire tout-à-fait sauvages et rappellent absolument l'état de nature. Son habitation n'est le plus souvent qu'une hutte couverte en chaume, où la distribution se réduit à une seule pièce dont le sol n'est pas même dégagé des pointes de rochers qui le hérissent. Il demeure là avec sa nombreuse famille, étendant pour se coucher, quelques peaux de montons ou sa *Strouka* — espèce de tapis de laine — qui lui sert aussi de manteau — sur la terre. Dans les journées froides de l'hiver, c'est à dire quand le *Bora* souffle, il s'y traîne au milieu d'une épaisse fumée, qui n'a d'issue que par la porte, et rassemble sur le brasier quelques morceaux de bois rares, dérobes avec leurs

leurs racines, aux montagnes environnantes, Tandis que l'impétueux Bora menace de faire Crouler sur lui sa frêle habitation ou tout au moins pénétrer à travers les pierres disjointes qui la composent. Les villages du Littoral font exception à cette règle, sont mieux bâtis, beaucoup de maisons y appartiennent à des marins, et offrent plus de ressources; mais dans l'intérieur des terres, c'est affez là le type de la maison rustique.

Près de la demeure du maître est celle des bestiaux, c'est-à-dire des chèvres, des brebis, des chevaux, qui sont petits mais infatigables et de quelques bêtes à corne d'une espèce abâtardie. Ces animaux composent avec sa compagne et ses enfants, qu'il traite à peu près de même, toute sa société.

La condition des femmes et leur nullité y est aussi grande qu'en Turquie, sans être à beaucoup près aussi bien partagée sous le rapport qui dédommageait celles auxquelles nous les comparons. La femme ici est condamnée, comme une bête de somme, à tous les travaux les plus pénibles, au point que les formes de son sexe ne se reconnaissent plus en elles. On la trouve courbée sous une charge de bois qui accablent une

un baudet, et qu'elle porte sur ses épaules quel-
quefois à la distance de plusieurs milles; ou
bien remplissant dans la culture les fonctions
que notre sexe s'est généreusement réservées
partout ailleurs.

Elle se couvre d'une longue souquenille, pen-
due à la hauteur des épaules pour laisser sor-
tir les bras, et garnie d'une encadrure for-
mée par une broderie grossière en laine
de couleur. Sur son sein est appliquée une
espèce de cotte de maille, de coquillage ou de
perles, ou la chemise est brodée en couleurs,
un tablier tissu de laine et bien dessiné de
couleurs foncées — ou de percal blanc ou coloré
est porté sur le devant; ses cheveux sont tressés
et si elle est encore fille une petite calotte
rouge qu'elle quittera le jour de ^{ses} noces, apprend
qu'elle cherche un époux.

Celui-ci l'enlève souvent de gré ou de force,
et alors ses parents ne peuvent plus la re-
demander. Dans le premier cas, elle dépose
sur sa couche, avant de quitter la maison
paternelle, le témoignage de sa virginité, qui
recouvrait sa tête, et disparaît avec celui
auquel elle donne sa main.

Le Slave, l'habitant de ces contrées, n'a
qu'une chemise de toile, souvent il en manque,

une tunique d'une étoffe grossière tissée avec la
laine de ses troupeaux, et une veste de drap
sans manches, au-dessus de la première est
roulée une ceinture où reposent des pistolets
un yatagan. Le Ragusain porte des calçons
turques très larges, sous les genoux étroits
avec une espèce de guêtres et des opantkes
des sandales tissées avec des courroies qui recou-
vrent un demi-bas en laine, moyennant les-
quelles il brave toutes les aspérités du sol
rocailleux qu'il habite, et marche des jours
entiers sans prendre presque de repos. Ses
cheveux sont en grande partie rasés, et sa
tête est garantie des ardeurs du soleil par
une calotte rouge — entourée souvent d'une
espèce de shall rayé jaune & vert. Son
fusil, posé en bandoulière, le met à même
de conker le gibier qu'il rencontre. Le tur-
ban lui donne un air plus martial et
plus pittoresque. Les plus riches portent aussi
des souliers turcs en cuir rouge.
Son régime domestique consiste à faire rôter
le dimanche un agneau ou de la Castradine,
à apporter sur la table tout le vin de sa cave,
et à ne quitter la place que lorsqu'il ne reste
plus rien à boire ni à manger, sauf à se
nourrir pendant le reste de la semaine d'herbes

ouillies et arrosées d'un peu d'huile. Le caractère il est très vindicatif et transmet à ses arrière-petits-fils sa rancune leur laissant comme premier héritage ses inimitiés à venger, d'où résulte que le sang ne se lave que par le sang.

L'usage des chants funèbres est reçu chez cette nation; la veuve, à genoux près du Corps de son époux, cherche à le rappeler à la vie par ses plaintes, modulées sur un ton lugubre, et sou-mises à une espèce de rythme. Les prêtres ont un grand crédit sur l'esprit de ce troupeau docile sans restriction à leur voix. Enfin on pourrait écrire un gros volume si l'on voulait faire le code des costumes slaves.

Ragusa, fortifiée à la manière ancienne, s'est adossée par une enceinte d'un profil très fort et par des forts, dont celui appelé Impérial domine. L'accès par terre, joint d'un beau site sur la mer, et les édifices particulières sans être belles dénotent que les habitants jouissaient d'une grande aisance lorsqu'à l'ombre de leurs loix ils profitaient de l'état de paix dans lequel ils vivaient avec toutes les nations, pour s'adonner au commerce. Les Français donnaient par division à cette Ville le nom de Paris de la Dalmatie.

Aucun peuple n'a été plus jaloux de sa liberté

que cette petite République. Elle avait puisé
surement dans la politique du Cabinet
de Saint Marc cette inquiétude, cet esprit de
désiance qui caractérisaient au suprême degré
la vieille République d'Italie. Pour donner
une idée de celui de Raguse, il suffira de
savoir que les Clefs de la ville ne restaient
que quelques jours seulement dans les mêmes
mains, et faisaient par conséquent dans
l'année le tour du Sénat: cela répond
bien à l'institution des inquisiteurs. Pour
ne pas avoir des démêlés avec le gouver-
nement de Venise, les Ragusains avaient
cédé deux langues de terre de deux côtés à
leur territoire aux Turcs, et préférèrent
d'être environnés par terre tout-à-fait
des Turcs, une chose fâcheuse qui empêche
et interrompe les communications avec
le reste des possessions autrichiennes.

